

le prolétaire

organe du parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI: La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associationisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

« programme communiste »
Revue théorique
« il comunista »
Journal bimestriel en italien
« el programa comunista »
Revue théorique en espagnol
« Proletarian »
Journal en anglais

Journal bimestriel
N° 499
Mars-Avril 2011
48^e année - Un expl.: 1 € / 4,5FS,
£1,5 / 60 DA, 10 DH, 1200 F CFA

DANS CE NUMERO

- L'impérialisme français et la Tunisie
- Quelques données économiques sur la Libye
- Non à l'intervention militaire impérialiste en Libye !
- Karl Marx: Les luttes de classes en France (fin)
- Egypte: Moubarak est tombé, le régime capitaliste et l'Etat bourgeois restent
- Élections canadiennes : à bas le cirque électoral, vive la lutte prolétarienne!
- Il y a 140 ans, La Commune de Paris

A bas l'intervention impérialiste française en Côte d'Ivoire !

Les forces de Ouattara ont fini par vaincre celles de l'ancien président Gbagbo, mais avec l'aide des soldats français de l'opération «licorne». Cette présence militaire qui dure depuis dix ans est le signe le plus évident de la volonté de l'impérialisme français de ne pas laisser échapper les richesses de la Côte d'Ivoire (premier producteur mondial de cacao, gros producteur de cafés et autres produits tropicaux, mais aussi producteur de pétrole).

Lundi 4 avril les militaires français avaient commencé à attaquer les forces armées fidèles à Laurent Gbagbo. Comme en Libye l'ONU, cette caverne des brigands, a accordé son blanc-seing à l'attaque (et le contingent militaire onusien y a participé) sous le prétexte, encore une fois, de «protéger les populations civiles». Il est difficile dans ce cas de comprendre pourquoi les cibles des hélicoptères et canons onusiens et français ont été, outre des blindés et lance-roquettes, les installations de la télévision ou la résidence de Gbagbo; il est encore plus difficile de comprendre pourquoi les militaires et responsables français et onusiens ne se sont pas émus des massacres de civils par centaines commis par les partisans de Ouattara dans leur conquête du pays!

En réalité les autorités françaises, entraînant derrière elles l'ONU grâce à l'accord des Américains, ont décidé de passer à un soutien militaire direct aux forces de Ouattara, après avoir sans aucun doute discrètement soutenu leur offensive, lorsque celles-ci ont marqué le pas dans la prise d'Abidjan, la capitale économique de la Côte d'Ivoire: sans une aide militaire extérieure, les hommes de Guillaume Soro - l'ancien chef rebelle, l'ancien premier ministre dans le gouvernement d'«union nationale» Gbagbo devenu premier ministre de Ouattara - ont toutes les difficultés pour remporter la victoire définitive, en dépit de la défection des principaux chefs militaires, passés dans le camp du futur vainqueur.

En décidant d'une intervention militaire

(Suite en page 2)

Tremblement de terre au Japon: Les responsabilités criminelles du capitalisme dans la catastrophe

Au moment où nous écrivons, plus d'un mois après le tremblement de terre catastrophique du 10 mars, le nombre total des victimes est toujours inconnu (des cadavres sont toujours rejetés sur les plages, tandis que très nombreux sont ceux qui sont sous les décombres, sans parler des corps qui ont été abandonnés dans les zones évacuées après l'accident nucléaire), mais les dernières estimations tournent autour de 20 000 morts. Le

séisme a été particulièrement violent: classé 9 sur l'échelle de Richter qui mesure sa puissance, il est l'un des plus importants enregistrés dans le monde depuis des années. Mais davantage que le séisme lui-même dont l'épicentre était situé à plus d'une centaine de kilomètres des côtes japonaises, c'est le raz-de-marée qu'il a provoqué qui a causé le plus de dégâts et sans doute de victimes.

L'Etat bourgeois se présente comme une institution au dessus des classes sociales dont la fonction est d'assurer la marche harmonieuse de la vie économique et sociale de la société, en garantissant en particulier la «sécurité» des habitants, en défendant les biens, mais aussi la vie du moindre des citoyens contre les injustices et les agressions de toute sorte. Quant au capitalisme, même s'il a des «défauts» et des «imperfections» dans certaines de ses formes, il serait la meilleure organisation économique, qui assure l'amélioration régulière du niveau de vie et du bien-être de l'humanité, bref l'enrichissement constant de toute la société.

La réalité est toute différente: le capitalisme produit sans aucun doute une croissance rapide des forces de production, mais cette croissance débouche inévitablement sur des crises et des guerres et elle provoque des malheurs sans nom, surtout dans les pays les plus pauvres; l'Etat défend avant tout l'exploitation capitaliste, la rentrée régulière des profits et la propriété privée bourgeoise, contre les menaces que lui font courir les «classes dangereuses», les prolétaires. Cependant, précisément pour défendre l'ordre social et le fonctionnement de l'économie capitaliste, il est obligé, à travers ses multiples institutions, de remplir un rôle social et d'ac-

corder un semblant de «garanties» y compris aux prolétaires; c'est là le fondement matériel du «lien social» qui vise à empêcher le déploiement de la lutte des classes. Mais, si les réformistes de tout poil y trouvent l'argument pour appeler les prolétaires à respecter et soutenir l'Etat et à demander même l'extension de son rôle, cet Etat ne sera jamais qu'un **Etat de classe**, qui, par nature ne peut donc faire autre chose que soutenir les intérêts capitalistes contre les intérêts des populations en général et plus particulièrement des prolétaires. Cette réalité apparaît avec particulièrement d'éclat en période de crise ou de catastrophe, y compris de catastrophe naturelle, comme le démontre le tremblement de terre au Japon.

Les médias internationaux ont centré leur attention sur les problèmes de la centrale nucléaire de Fukushima, comme c'est normal étant donné que la pollution radioactive qui s'en échappe peut avoir des conséquences sur toute une partie de l'hémisphère nord de la planète, mais pour la population japonaise les dégâts immédiatement causés par le séisme et le tsunami étaient au premier plan.

Le Japon connaît en permanence des tremblements de terre de peu d'intensité, et il est régulièrement soumis à des séismes de forte puissance, souvent accompagnés de

tsunamis catastrophiques. Deuxième puissance capitaliste de la planète (même si, en volume, le PIB de l'immense Chine l'a dépassé l'année dernière), c'est donc le pays qui est le mieux préparé à y faire face, qui a élaboré des normes anti-sismiques les plus élaborées du monde, et qui a à sa disposition les moyens et la capacité d'utiliser la technique la plus moderne. Sans doute le séisme de Kobé en 1995 (plus de 3000 morts) avait montré que pour construire vite et moins cher, ces fameuses normes n'avaient pas été respectées pour les immeubles et ouvrages d'art qui s'étaient effondrés, mais les autorités, «instruites» de ce sanglant précédent juraient avoir pris toutes les dispositions pour que cela ne se reproduise pas. En ce qui concerne le risque des tsunamis, les autorités japonaises depuis des dizaines d'années ont procédé à la construction de centaines de kilomètres de hautes digues le long des côtes les plus exposées, tandis que l'électronique la plus récente a permis de mettre au point des alertes efficaces aux raz-de-marée (1). La population japonaise pouvait donc avoir confiance dans la protection qui lui est assurée par l'Etat.

Cette confiance était semble-t-il partagée par les médias internationaux, car ceux-ci

(Suite en page 2)

Le cannibalisme du régime de Tripoli montre le vrai visage d'un régime prétendument socialiste, mais soutenu par les impérialismes européens !

Après les révoltes de Tunisie et d'Egypte dont la force a fait sauter les gouvernements liés aux familles de Ben Ali et de Moubarak, c'est maintenant le tour de la Libye et du système de gouvernement centré autour de la famille Kadhafi et des tribus qui le soutiennent. Par rapport aux autres pays, il y a une différence: la révolte des masses s'est transformée en Libye en **révolte armée**; des détachements de l'armée, de l'aviation, de la marine ont refusé de bombarder la population et il semble que certains soient passés du côté des révoltés; Kadhafi et ses acolytes ne peuvent compter que sur les militaires des tribus de Tripolitaine et sur ses mercenaires africains et balkaniques pour réprimer le soulèvement populaire.

Mais aucun des gouvernements de ces pays n'aurait pu durer si longtemps - Ben Ali, plus de vingt ans, Moubarak plus de trente, Kadhafi plus de quarante - sans l'appui, le **soutien** et la reconnaissance internationale accordés par les grandes puissances impérialistes: les Etats-Unis d'abord en tant que

première puissance mondiale, puis la Grande-Bretagne, la France et l'Italie, en tant qu'anciens colonisateurs de la région, sans oublier l'URSS qui, en concurrence avec les impérialismes occidentaux, s'efforçait de pénétrer dans la région. Les heurts diplomatiques qui ont fait monter la tension entre les Etats, tantôt dans un pays tantôt dans un autre se traduisant parfois en actions militaires (comme en Egypte en 1956, en Libye au début des années 80, sans parler des guerres du Golfe ou des guerres arabo-israéliennes), sont la conséquence normale de la rivalité inévitable entre puissances capitalistes; lorsque celle-ci arrive à son point de rupture, la guerre économique et commerciale se transforme en guerre tout court.

Cependant le cadre général ne change pas; et pour les pays impérialistes, avoir des régimes autoritaires, surtout dans les régions où la décolonisation pouvait déboucher sur une instabilité politique et sociale, était une nécessité pour assurer le bon fonctionnement de l'économie mondiale et la rentrée des

profits capitalistes! En outre si Moubarak a servi à l'impérialisme occidental pour tenir en bride les prolétaires palestiniens grâce à ses bonnes relations avec Israël, Kadhafi a été utilisé pour contrôler les flux migratoires des masses africaines vers l'Europe. C'est ainsi que le récent accord (2008) entre le premier ministre italien Berlusconi et le dirigeant Libyen avait parmi ses principales clauses le **contrôle de l'émigration**!

C'est une des raisons pour laquelle le gouvernement italien a continué, en dépit des massacres, à soutenir le maintien au pouvoir de Kadhafi, peut-être dans une Libye divisée, comme il l'a fait pendant des années: on se souvient de la phrase de Berlusconi disant qu'il ne voulait pas intervenir auprès de son «ami» Kadhafi pour «ne pas le déranger» dans un moment aussi grave pour son pays.

Quant au gouvernement français qui avait dressé le tapis rouge pour recevoir le Guide

(Suite en page 4)

Tremblement de terre au Japon:

Les responsabilités criminelles du capitalisme dans la catastrophe

(Suite de la page 1)

accompagnaient les premières informations sur le tremblement de terre de commentaires sur l'excellence de la préparation du pays et sur le nombre probablement faible de victimes. En réalité ils ne faisaient que reprendre les informations lénifiantes diffusées par les médias et les agences de presse japonais. Un responsable de la chaîne d'information «I Télé» a reconnu plus tard qu'ils s'étaient aperçus que les images qu'ils recevaient étaient censurées; mais cette information-là, la chaîne d'«information» ne l'a pas diffusée, pas plus qu'aucune de ses consœurs.

A la place on a eu droit partout à des commentaires à dormir debout sur la «pu deur» du peuple japonais et autres «traditions bouddhistes» pour expliquer l'absence de toute image de cadavre. En fait de «pu deur» ou de tradition religieuse, c'est le souci du maintien de la confiance envers l'Etat et plus généralement envers l'organisation politique et économique de la société qui a conduit comme un seul homme les autorités de la démocratie japonaise à pratiquer à tous les niveaux le mensonge ou au moins la rétention de l'information, au point d'être critiqués par les autres Etats, inquiets de savoir ce qui se passait vraiment (2).

On a aujourd'hui encore du mal à connaître les souffrances des rescapés de la catastrophe restés plusieurs jours isolés dans le froid sans abri, sans eau ni nourriture, alors que les autorités japonaises refusaient la venue de secours étrangers «inutiles» selon elles; on a du mal à connaître l'étendue des dégâts causés par la catastrophe, les conséquences en termes de pollution de la destruction de certaines installations industrielles et il est impossible de savoir si se sont reproduits des faits comparables à ceux de Kobé.

Par contre ce qui est sûr, c'est que le bétonnage du littoral pour construire les fameuses digues, qui a sans doute, selon nombre de critiques japonais, fait fleurir les pots-de-vin, a surtout débouché sur un illusoire sentiment de sécurité, renforcé par le fait que ces digues avaient résisté à plusieurs petits tsunamis, avant d'être submergées par celui du 11 mars. Sentiment qui ne répondait pas un souci psychologique, mais qui permettait la mise en valeur de terrains dans des zones autrefois inconstructibles car trop exposées au risque de raz-de-marée. En paraphrasant ce que disait Rousseau à propos du grand tremblement de terre de Lisbonne, ce n'est pas la fatalité qui a fait qu'on a construit entreprises et bâtiments à ces endroits-là: c'est la loi du marché et de la propriété privée.

ACCIDENT NUCLÉAIRE: UNE CATASTROPHE DIRECTEMENT PROVOQUÉE PAR LE CAPITALISME

L'accident nucléaire de Fukuyama, sur la côte est du Japon, est la démonstration malheureusement parfaite du fonctionnement du capitalisme et de l'Etat bourgeois à son service où comment la recherche du profit se fait au détriment de la sécurité. La centrale de Fukushima a été construite au début des années 70 sous licence américaine (General Electric). Dès le départ certains ingénieurs avaient attiré l'attention que sur ce type de centrales des problèmes de refroidissement pouvaient entraîner des risques d'explosion d'hydrogène (ce qui s'est passé au Japon), sans que cela émeuve les responsables de la sécurité nucléaire américaine. Des ingénieurs japonais qui avaient eu une responsabilité dans la construction de la centrale de Fukushima déclarent qu'ils avaient couvert de graves malfaçons; après Tchernobyl ils en avaient averti l'organisme de sécurité nucléaire japonais qui s'est contenté de la réponse du constructeur Hitachi selon lequel il n'y avait aucun risque; de toute façon pour y remédier il aurait fallu arrêter la centrale et procéder à des coûteux travaux (3). Les risques sismi-

ques et de tsunami avaient été peu pris en compte. Les constructeurs répliquent qu'à l'époque la science des tremblements de terre était moins développée qu'aujourd'hui.

Cela incontestable, mais n'explique pas pourquoi on n'a pas construit de digue anti-tsunami. Les ingénieurs ayant pris comme référence le grand tremblement de terre chilien de 1960 qui avait provoqué une vague de 3,2 mètres, ils ont jugé que la centrale étant construite sur une proéminence naturelle de 4 mètres, rendait une digue inutile (seuls des brise-lames, inutiles contre les tsunamis, de 5 mètres furent construits). Pour quelle raison le grand tsunami de 1933 dans la même région où la vague avait été autour des 10 mètres, ou celui de 1896, n'avaient pas été pris comme référence, sinon pour économiser sur les frais de construction? On estime que le 10 mars la vague qui a frappé la centrale une heure après le séisme avait une hauteur de 14 mètres. C'est ce tsunami qui a sans doute provoqué les problèmes majeurs en mettant hors service les systèmes de refroidissement, même si le très fort séisme qui l'a précédé, et pour lequel les systèmes antisismiques de la centrale n'étaient pas prévus, a vraisemblablement causé lui aussi d'importants dommages.

«Pendant des décennies, se préparer à faire face aux tsunamis n'a jamais été une priorité pour les compagnies japonaises d'électricité, ni pour les autorités de sûreté nucléaires. (...) Une approche similaire a été adoptée par les ingénieurs pour ce qui est des tremblements de terre (...). Finalement les experts des comités gouvernementaux commencèrent à faire pression pour l'adoption de règlements de construction plus sévères (...). Cette pression s'accrut fortement après le séisme de Kobé [mais] les compagnies d'électricité, employées à terminer la construction de douzaines de réacteurs, résistèrent à l'adoption de règlemen-

tations plus strictes et n'envoyèrent pas de représentants aux réunions sur le sujet à la Commission de Sécurité Nucléaire» écrit un quotidien américain (4). En 2002 la Société Japonaise d'Ingénieurs Civils publia pour la première fois des recommandations (non obligatoires) sur les tsunamis à destination des opérateurs nucléaires; A la suite de cela, TEPCO (Tokyo Electric Power Company, la société à qui appartient la centrale de Fukushima) estima qu'une vague d'une hauteur allant jusqu'à 5,7 mètres pouvait atteindre la centrale; «pourtant, selon les régulateurs, il semble que la compagnie n'a réagi qu'en élevant de 20 cm une pompe électrique proche de la mer» (5)...

En 2007 après qu'un puissant séisme ait endommagé une centrale nucléaire de TEPCO sur la côte ouest du Japon (sans tsunami), le public apprenait que la compagnie avait caché toute une série d'accidents dans ses centrales. Le ministre de l'économie et de l'industrie (le METI) affirmait alors, pour répondre à l'indignation, que «l'Etat allait accélérer les travaux pour vérifier si les centrales nucléaires pouvaient résister à divers scénarios de tremblements de terre» (6). Déjà en 2003 les 10 réacteurs de TEPCO à Fukushima et Niigata avaient été arrêtés par les services de contrôle pour procéder à des inspections après qu'ait été rendue publique l'information selon laquelle TEPCO avait falsifié les résultats des inspections et caché des problèmes pendant 16 ans pour économiser le coût de réparations (7). TEPCO avait les moyens de payer: quatrième producteur d'électricité mondial, employant 38 000 personnes, elle a dégagé un bénéfice de 1,2 milliards d'euros en 2010.

Des câbles diplomatiques américains publiés par wikileaks révèlent que lors d'une réunion du «Groupe de Sûreté et de Sécurité Nucléaire du G8» en décembre 2008 à Tokyo, un responsable de l'Agence Internationale pour l'Energie Nucléaire (AIEA) avait averti le

Japon que «certaines de ces centrales nucléaires étaient incapables de résister à un puissant tremblement de terre» en prenant l'exemple de séismes récents. Remarquons que personne à l'AIEA n'a eu l'idée de rendre cet avertissement public: la population n'a pas à être avertie des risques que lui fait courir l'industrie nucléaire!

Ces câbles signalent également qu'une décision d'un tribunal local avait ordonné la fermeture d'une centrale de l'ouest du Japon parce qu'elle n'avait pas été conçue pour un tremblement de terre supérieur à 6,5 sur l'échelle de Richter (celui de mars dernier était plus de 2000 fois plus puissant); en mars 2006 l'Agence de sécurité nucléaire japonaise estima qu'il n'y avait aucun danger et la décision judiciaire fut finalement cassée par le gouvernement en 2009. Un autre câble rapporte que selon des journaux japonais «nous avons vu trop de cas de course à la réduction des coûts [dans les centrales nucléaires] à travers une plus grande productivité qui se fait en sacrifiant la sécurité» (8).

Le président de TEPCO avait accédé à ce poste avec la réputation d'un «cost killer», un réducteur de coûts, et il avait récemment annoncé fièrement qu'il avait réussi à économiser sur les frais de maintenance de la centrale de Fukushima. Celle-ci est pourtant la centrale qui a connu ces dernières années le taux le plus élevé d'accident du Japon et une de celles où il y a eu le plus d'irradiation de travailleurs (9). Le recours à des entreprises sous-traitantes est de règle dans l'industrie nucléaire japonaise en raison des avantages en termes de coût (cela permet aussi de nier une partie au moins des irradiations subies par les travailleurs), mais les retombées sont inévitables sur la sécurité: travailler plus vite et à moindre coût n'est bien sûr pas sans risque; en août 2010 des travailleurs ont ainsi utilisé le plan du réac-

A bas l'intervention impérialiste française en Côte d'Ivoire !

(Suite de la page 1)

ouvert, le gouvernement de Sarkozy ne fait que continuer une politique suivie de façon constante par tous les gouvernements français, de droite ou de gauche, utilisant alternativement les moyens «pacifiques» et violents pour servir les intérêts impérialistes. L'implication directe de la France dans les affaires intérieures de son ancienne riche colonie (comme dans les autres) ne date en effet pas d'aujourd'hui; l'accession de la Côte d'Ivoire à l'indépendance n'a pas coupé les liens de dépendance économique qui la rattachaient étroitement à l'ancienne métropole coloniale.

Sans doute la présence économique française était devenue moins prépondérante au cours des décennies qui se sont écoulées en raison d'un certain développement capitaliste national et de la concurrence toujours plus forte des autres impérialismes (surtout Américain) dans son ancien «pré carré» africain; mais cette présence s'est récemment renforcée à la suite des privatisations imposées par les organisations financières internationales au service de l'impérialisme (FMI, Banque Mondiale). Il y aurait actuellement environ 600 entreprises françaises présentes dans les divers secteurs de l'économie ivoirienne: c'est la défense des intérêts de ces entreprises et rien d'autre qui détermine la politique de l'impérialisme français, que ce soit en 2002 lors du sauvetage du régime de Gbagbo face aux rebelles nordistes de Soro puis de l'imposition d'un partage du pouvoir avec ceux-ci, ou aujourd'hui dans le soutien à Ouattara. La persistance de la domination de l'impérialisme français, particulièrement rapace, en Côte d'Ivoire ne peut amener qu'un redoublement de souffrances et de malheurs pour les masses de ce pays.

Mais ni Laurent Gbagbo, Alassane Ouattara, Guillaume Soro ou Konan Bédié (l'«héritier» de l'ancien autocrate et pilier de la francophonie, Houphouët Boigny), ne représentent une quelconque alternative favorable pour les masses et les prolétaires de Côte d'Ivoire; tous représentent des fractions bourgeoises rivales, liées à des intérêts économiques à base souvent régionales ou tribales, qui ont démontré leur servilité devant l'impérialisme français et le capitalisme mondial. Le «socialiste» Gbagbo tient démagogiquement des discours anti-impérialistes et il dénonce dans Ouattara l'homme du FMI, mais il n'a cessé de favoriser les grands groupes français comme Bolloré et en février 2008 il avait conclu un accord avec le «socialiste» Strauss-Kahn, président du FMI. Un mois plus tard, c'est contre le gouvernement Gbagbo - Soro que se sont déroulées les émeutes de la faim...

Ouattara, le riche notable du nord, ancien premier ministre de Houphouët Boigny, ancien «Directeur Afrique» du FMI, est soutenu, au nom du respect de la «démocratie», par les impérialismes occidentaux, à commencer par la France et les Etats-Unis, qui ont imposé des sanctions économiques pour faire pression sur Gbagbo. Pourtant, dans d'autres pays, africains ou non, de l'Egypte au Niger, du Togo à l'Arabie Saoudite, des violations grossières et parfois sanglantes des beaux principes de la démocratie, n'avaient entraîné aucune réaction de leur part; l'impérialisme français parle beaucoup de «démocratie» en ce moment, alors qu'il a installé, soutenu et soutient toujours les pires dictateurs en Afrique.

C'est que la démocratie, qui prétend que tous les «citoyens» sont égaux et ont tous le même pouvoir de décider, à travers des élections, la politique de leur pays, n'est en réalité qu'une hypocrite fiction cachant la domina-

tion sans partage des intérêts capitalistes sur toute la vie économique, sociale et politique. De même que cette fiction est utilisée par les bourgeois tant qu'elle leur sert à duper les prolétaires, de même elle n'est utilisée par l'impérialisme que tant qu'elle lui est utile!

Ce n'est pas la «démocratie» qui peut ramener la concorde en Côte d'Ivoire, y faire disparaître les tensions inter-ethniques instrumentalisées par les capitalistes, éviter que les prolétaires et les populations fassent les frais des affrontements entre cliques bourgeoises appuyées par l'impérialisme; comme ce n'est pas elle qui peut faire reculer l'oppression et l'exploitation, et empêcher les exactions impérialistes.

Seule la lutte de classe internationale pourra apporter un soutien effectif aux prolétaires et aux masses déshéritées des pays dits «périphériques» qui trouvent contre eux, non seulement leur propre bourgeoisie et leur propre Etat, mais aussi la puissance des impérialistes. Les prolétaires des grands centres impérialistes ont la possibilité de venir en aide à leurs frères de classe, non par la voie de la charité humaniste, mais en renouant avec la lutte anticapitaliste.

Car seuls, ils peuvent frapper au coeur la pieuvre impérialiste, ouvrant ainsi la possibilité, en union avec les prolétaires de tous les pays, de mettre définitivement fin au capitalisme mondial.

Après la Libye, l'Afghanistan ..., à bas l'énorme intervention impérialiste française en Côte d'Ivoire!

Pour la reprise de la lutte prolétarienne internationale contre le capitalisme et l'impérialisme !

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!

teur n°6 de la centrale pour travailler sur le n°5, provoquant une grave panne du système de refroidissement du réacteur (10)!

La centrale de Fukushima aurait dû être arrêtée en raison de son âge, mais un mois avant le séisme, les services gouvernementaux avaient accordé l'autorisation de la faire fonctionner 10 ans de plus, comme le demandait TEPCO (il coûte bien moins cher de continuer à faire fonctionner une vieille centrale que d'en construire une nouvelle!). Les inspecteurs gouvernementaux avaient pourtant constaté des défauts dans le système de refroidissement de secours et signalé qu'à la centrale la «gestion de la maintenance était inadéquate» et la «qualité de la surveillance insuffisante» (11)...

Après l'éclatement de la catastrophe à Fukushima, les manifestations d'incurie de la part de la TEPCO l'ont disputé aux tentatives de cacher le plus longtemps possible la gravité des faits. Mais en définitive c'est toujours la loi capitaliste de la minimisation des coûts qui commande les actions de l'entreprise.

Selon d'anciens responsables de l'énergie nucléaire japonaise, après le tsunami les dirigeants de TEPCO ont perdu un temps précieux avant de se décider à employer tous les moyens pour refroidir les réacteurs; alors qu'il fallait agir au plus vite pour limiter la catastrophe, même après l'explosion du premier réacteur il sont attendus plusieurs heures avant de se décider à utiliser l'eau de mer, étant donné le coût représenté par le risque de rendre le réacteur inutilisable (12). La radioactivité étant devenue ensuite trop forte, il a fallu recourir à des moyens dérisoires pour tenter de limiter l'échauffement des réacteurs: jeter de l'eau sur les murs, utiliser des canons à eau de la police de Tokyo, faire venir les camions anti-incendie des pompiers...

Le Japon est le pays le plus avancé en matière de robotique, y compris ludique, mais il ne possède pas de robots capables d'intervenir dans une telle situation. Des modèles ont été construits mais il n'y avait pas de marché car selon un chercheur japonais en robotique «les compagnies d'électricité n'avaient pas l'impression d'avoir besoin

de tels robots car leurs centrales étaient sûres et n'avaient jamais d'accidents» (13).

On a donc recours aux hommes, des «volontaires» appartenant souvent à des sous-traitants et désignés d'office qui travaillent «dans des conditions épouvantables» affrontant la radioactivité avec des équipements inadaptés, et mal nourris (le premier ministre en personne a demandé à TEPCO de leur fournir 3 repas par jour et de les laisser dormir suffisamment!) et... mal payés: les pompiers de Tokyo étaient payés 48 euros par jour de travail en milieu radioactif plus une prime de 4,5 euros par intervention, les autres personnels touchent une prime de 15 euros par jour (14). De plus le maximum légal de radioactivité pour un travailleur du nucléaire a été relevé de 100, à 250 millisieverts par an (le taux légal est en Europe de 20 millisieverts), ce qui permettra de diminuer les demandes d'indemnités et de maladies du travail. Bref, les centaines de «héros» (leur nombre comme leurs identités restent secrets) qui travaillent encore dans la centrale de Fukushima, connaissent l'enfer du mode de production capitaliste...

SORTIR DU NUCLÉAIRE OU SORTIR DU CAPITALISME?

Eisaku Sato, ancien gouverneur de la préfecture de Fukushima, qui était partisan de la construction des centrales nucléaires, avait recueilli des informations sur les manquements de la compagnie aux règlements de sécurité; il en avait informé les autorités de sécurité nucléaire qui n'en ont tenu aucun compte. Depuis il s'est lancé dans un combat anti-nucléaire, pour la sécurité des populations contre les compromissions des autorités. Selon lui le problème n'est pas le comportement de TEPCO et des autres compagnies productrices d'électricité, mais l'étroite imbrication entre ces compagnies, le METI et les services de sécurité nucléaire. Il soutient que le Japon n'est un pays démocratique que «jusqu'à un certain point» et que «la question de fond reste le contrôle démocratique du processus décisionnel» (15).

Mais en réalité le cas japonais se répète

partout, et pas seulement pour le nucléaire. En France, pays le plus nucléarisé du monde, l'opacité règne aussi sur les accidents du nucléaire et sur les risques pour la santé des travailleurs (qui ici aussi sont des sous-traitants) et de la population: qu'on se rappelle le mensonge selon lequel le nuage radioactif de Tchernobyl se serait respectueusement arrêté aux frontières nationales! Partout c'est la loi du profit qui domine au détriment de tout le reste; partout la démocratie ne sert que de feuille de vigne à la prédominance des intérêts capitalistes. Il est aussi vain d'imaginer que les grands groupes capitalistes seraient prêts à laisser dépendre leurs décisions d'une discussion démocratique avec ceux qui risquent d'en pâtir, que de croire que les élections pourraient faire disparaître l'oppression et l'exploitation.

Dans la centrale radioactive de Fukushima comme dans les régions menacées par les retombées et dans le monde entier, les prolétaires qui risquent leur vie dans les bagnes capitalistes ne peuvent rien espérer des bourgeois, sinon des mensonges et des mauvais traitements. Pour se défendre ils ne peuvent compter que sur leurs propres forces, sur leur propre lutte. Eux seuls détiennent la force potentielle suffisante pour sortir non du nucléaire comme le proposent les réformistes écologistes, mais pour sortir du capitalisme. Autrement dit pour renverser le capitalisme par la lutte de classe internationale culminant dans la révolution et la prise du pouvoir.

Persistance de l'enfer capitaliste ou révolution communiste, il n'y a pas d'autre alternative.

(1) Il faut relativiser cette efficacité: l'alerte prévoyait une vague de 6 mètres, alors qu'elle a été plus haute, atteignant dans les endroits les plus encaissés jusqu'à 20 mètres.

(2) Les japonais devaient consulter sur internet les médias étrangers pour savoir ce qui se passait dans le pays! Les autorités n'ont pas hésité à sermonner les correspon-

dants de la presse étrangère en les priant d'éviter, comme les journaux japonais, le «sensationalisme»...

(3) Voir le reportage de France 2 du 15/4/11.

(4) cf *The New York Times*, 28/3/11

(5) Ibidem.

(6) cf *Libération*, 15/3/11

(7) cf *The Telegraph*, 15/3/11. *Le Monde*, qui est l'un des quotidiens associés à la divulgation de ces câbles, a publié l'information quelques jours plus tard, mais en censurant les affirmations trop explicites. La liberté de l'information ne doit pas aller trop loin selon l'immonde quotidien...

(8) Marx indique dans «*Le Capital*» que l'économie sur la sécurité aux dépens des ouvriers est une constante du capitalisme: «bien plus que tout autre système de production, c'est un gaspilleur d'hommes, de travail vivant, un dilapidateur de chair et de sang, mais aussi de nerfs et de cerveaux». cf *Le Capital*, Tome III, ch. V., «Economies dans les conditions de travail aux dépens des ouvriers».

(9) *The Wall Street Journal*, 25-27/3/11

(10) Ibidem.

(11) *International Herald Tribune*, 22/3/11

(12) *International Herald Tribune*, 21/3/11

(13) *Slate.fr*, 29/3/11

(14) *Le Monde*, 27-28/3/11.

(15) *Le Monde*, 29/3/11

Brochure
Série «Les textes du parti communiste international»:
INVARIANCE DU MARXISME

- Théorie et action dans la doctrine marxiste
- Pour mettre les points sur les i !
- L'«invariance» historique du marxisme - Fausse ressource de l'activisme
- Le programme révolutionnaire immédiat

(Brochure A5, 56 pages,
Novembre 2009, Prix: 2 €, 4 FS)

L'impérialisme français et la Tunisie

«La diplomatie française a défendu jusqu'au bout le régime tunisien» écrivait *Le Monde* dans son édition du 16-17 janvier. Ce soutien a été démontré avec éclat par les offres du «savoir-faire français en matière de maintien de l'ordre» faites par la ministre des Affaires Etrangères Alliot-Marie (MAM) pendant les émeutes. Mais en réalité il ne s'est pas limité au seul gouvernement de Sarkozy; tous ses prédécesseurs, à commencer par Mitterrand ont fait de même.

Ce soutien ne s'explique pas par les qualités touristiques du pays, même si parmi le flot de touristes français à la recherche de vacances à bas prix, il y a de nombreux responsables politiques français qui fréquentent, eux, des résidences de luxe, mais par l'existence de solides intérêts économiques. MAM elle-même était allée là-bas à Noël dans le cadre d'une opération financière familiale (le rachat au nom de ses parents d'une société immobilière à un milliardaire tunisien proche de Ben Ali). En proposant quelques semaines plus tard au gouvernement tunisien l'aide des policiers français, elle venait ainsi en aide à ses propres intérêts familiaux!

Bien que sa part de marché soit passée en dessous des 20%, la France est toujours le premier partenaire commercial de son ancienne colonie, et elle y est aussi le premier investisseur.

La Tunisie n'est pas un pays riche, mais elle est vendant relativement développée du point de vue capitaliste; l'agriculture n'y occupe plus que 18% des travailleurs, contre 32% pour l'industrie (l'inverse est vrai pour l'Egypte: 32% dans l'agriculture, 17% dans l'industrie). Si le tourisme est un secteur

important et dynamique, son poids dans l'économie du pays est plus faible que celui de l'industrie. La Tunisie serait devenue le premier exportateur industriel de l'Afrique, devant l'Afrique du Sud. L'industrie du phosphate dont la Tunisie est le 5e producteur mondial est florissante, mais les travailleurs et les habitants de la région de Gafsa où elle est concentrée se débattent dans une misère noire; une grève de milliers de mineurs au chômage à Redeyef en 2008 y avait été réprimée de façon sanglante (3 morts, plus de 300 arrestations). Le chômage est probablement de 30%, bien loin du chiffre officiel (14%). La crise économique mondiale ne pouvait manquer d'affecter les exportations tunisiennes; c'est le secteur textile, déjà en butte à une redoutable concurrence asiatique qui a été touché de plein fouet. Représentant la moitié des exportations et occupant 250 000 personnes, il a vu sa production baisser de 15 % l'année dernière.

Le pays compte aujourd'hui plus de 3000 entreprises exportatrices qui emploient 320 000 salariés, la plupart d'entre elles étant des entreprises appartenant en partie ou en totalité à des capitalistes étrangers.

A partir de la fin des années 90 en effet les investissements étrangers se sont considérablement accrus dans ce pays, attirés par les bas salaires, les avantages fiscaux, la réforme du code de travail qui a généralisé la «flexibilité» et la précarisation, et la docilité des travailleurs garantie par la politique ultrarépressive de l'Etat. De 1997 à 2010, les investissements étrangers ont été multipliés par 6 (de 402 millions de Dinars à 2425), également à la suite de la privatisation de certains sec-

teurs qui ont été vendus à des sociétés étrangères (c'est ainsi que la Caisse d'Epargne a acheté la BTK ou que Groupama est devenu le premier actionnaire du principal groupe d'assurance tunisien).

Les entreprises françaises sont les plus nombreuses des entreprises étrangères; au nombre de 1270, elles emploient plus de 100 000 personnes. Outre ses investissements dans le secteur du tourisme, de la banque, de l'assurance, du commerce ou des centres d'appel, la France est aussi le premier investisseur dans le secteur industriel. A côté des investissements traditionnels dans le secteur du textile-habillement (le tiers des soutiens-gorges vendus en France viennent de Tunisie!), on compte maintenant des investissements dans le secteur de la sous-traitance automobile, la plasturgie, etc. Parmi les grandes entreprises les plus connues on peut relever pêle-mêle: Valeo, Sagem, Lacoste, Carrefour, Casino, Danone, Sanofi, Société Générale, Accor, BNP-Paribas, etc. 22 000 français sont installés en Tunisie; si on compte parmi eux bon nombre de retraités, souvent binationaux, il est particulièrement remarquable que 60% de ces français font partie de la catégorie des chefs d'entreprise et des cadres supérieurs! Il n'y a aucune «ignorance» ou aucun «aveuglement» dans l'amitié que se portent les bourgeois français et tunisiens, puisque cette amitié est scellée dans la sueur et le sang des prolétaires tunisiens et se traduit en profits juteux.

Les capitalistes français ne sont évidemment pas les seuls à être attirés par l'exploitation des prolétaires tunisiens; l'Italie, deuxième partenaire commercial du pays, y est aussi le deuxième investisseur étranger avec 880 entreprises employant environ 70 000 travailleurs dans la confection, les services, le BTP. L'Allemagne, troisième partenaire commercial est également le troisième investisseur, intéressé selon une déclaration

datant de quelques mois du président de la Chambre de commerce germano-tunisienne, par la «stabilité du pays»... Les 265 entreprises allemandes implantées en Tunisie et qui y emploient 40 000 salariés sont essentiellement industrielles: composants automobiles, électriques et électroniques.

La chute du régime Ben Ali a encouragé les travailleurs tunisiens dans tous les secteurs à entrer en lutte pour leurs revendications immédiates: augmentation des salaires, mais aussi demande d'emplois, départ de chefs particulièrement haïs, etc. C'est ainsi qu'à Tunisie Telecom, les salariés demandaient le départ de 63 personnes embauchées par l'entreprise pour fliquer les travailleurs. A Gafsa la Compagnie des Phosphates est bloquée par des chômeurs, tandis qu'à Tunis les employés occupent l'hôtel Africa pour obtenir la titularisation de 60 travailleurs, etc.

Dans son édition du 7 mars, le quotidien patronal «Les Echos» rapportait longuement les doléances et les craintes des capitalistes français qui étaient venus chercher en Tunisie une main d'oeuvre mal payée et soumise et qui se retrouvent devant des prolétaires en lutte. Deux exemples cités par le quotidien: la société Cablitec installée à Sousse, confrontée à la détermination de ses ouvriers en grève pour obtenir la réintégration de la déléguée du personnel licenciée en décembre, a lockouté le personnel et menace de fermer l'usine; dans le centre du pays, la société Bonna a du faire face à un blocage de son établissement par les ouvriers demandant une augmentation des salaires de 30%. Cette situation fait s'affoler un «consultant»: «Des soviets se mettent en place dans les usines»!

Evidemment il n'en est rien, mais la disparition temporaire de l'appareil répressif autrefois omniprésent et l'affaiblissement de l'UGTT, le syndicat officiel qui avait pourtant

(Suite en page 6)

L'impérialisme français et la Tunisie

(Suite de la page 3)

eu l'habileté de ne pas s'opposer frontalement à la vague de révolte du début d'année, ont permis que s'expriment les revendications contenues depuis trop longtemps. La vague de grèves qui est encore en cours n'est qu'une première escarmouche dans la lutte entre les classes. Si les patrons ont souvent répondu en lâchant du lest, les difficultés économiques de la Tunisie, aggravées par les événements de Libye, important partenaire économique du pays et destination de nombreux travailleurs émigrés tunisiens, vont contraindre rapidement les capitalistes, nationaux et étrangers, s'attaquer avec une force renouvelée aux ouvriers. Les prolétaires tunisiens auront de durs combats à mener pour se défendre. Pour y réussir, il leur faudra se défier de tous ceux qui célèbrent dans la chute de Ben Ali une révolution afin de mieux exorciser le spectre de la révolution prolétarienne: non seulement les partis et forces ouvertement bourgeoises et réactionnaires, mais plus pernicieux encore, les organisations et partis soi-disant «ouvriers» ou «communistes» qui appellent à une union interclassiste, et trouver la voie de l'**organisation indépendante de classe**. Mais c'est là un objectif qui se pose aux prolétaires de tous les pays...

Sources principales: Site de l'Ambassade de France en Tunisie (www.ambassade-france-tn.org), *Tunisie Soir* (6/2/11), *Le Monde* (16-17/1/11), *La Presse* (6/5/09), www.senat.fr/international/collotunisie2004/collotunisie20047.html. Pour l'Italie, *Il Programma Comunista* donne un nombre différent d'entreprises de la Péninsule implantées en Tunisie: 680 entreprises, employant 55 000 personnes, mais il semble que les chiffres datent de 2008.. cf IIPC n°2, mars-avril 2011.

« Il Comunista »

n° 119

Décembre 2010 /Gennaio 2011

Nell'interno

- Tunisi, Algeri, Il Cairo... Le mobilitazioni di massa, partite da un malcontento generalizzato per la crisi economica ma prigioniera delle illusioni democratiche, nazionali e pacifiste, fanno cadere qualche governante ma non cambiano il corso del dominio capitalistico e delle manovre imperialistiche che temono solo una cosa: la lotta di classe proletaria, indipendente e internazionalista
- Fiat Mirafiori: Passa l'accordo strangolatore che verrà esteso anche a Cassino e Melfi.
- Contro ogni deviazione opportunistica, contro il potere borghese e il suo Stato, per la rivoluzione proletaria e comunista 90 anni fa, a Livorno, nasceva il Partito Comunista d'Italia, sezione dell'Internazionale Comunista
- Gran Bretagna, Grecia, Italia. Lotte degli studenti e disagio sociale
- I proletari immigrati lottano per essere riconosciuti lavoratori alla pari dei proletari italiani
- Il compito del partito di classe (Rosa Luxemburg)
- Sahara Occidentale: Massacro nell'accampamento saharawi di Gdaim Izikpor
- Appunti sulla popolazione del Sahara occidentale e sulla sua autodeterminazione
- Il proletario [Il burocratismo dei vertici dimostra per l'ennesima volta l'opportunismo del SLL - La piattaforma di lotta dei disoccupati SLL - La forza lavoro è una merce (Marx)]
- Fiat Mirafiori: con l'accordo del 23 dicembre il collaborazionismo sindacale si piega ancor più alle leggi della competitività aziendale
- La rivolta delle masse disoccupate e affamate, dalla Tunisia e Algeria, si estende all'Albania
- Alluvioni e frane: la politica capitalista della sciagura

Periodico bimestrale. Precio del ejemplar: 1,5 €; £ 1; 5FS; Suscripción: 8 €; £ 6; 25 FS; Suscripción de solidaridad: 16 €; £ 12; 50 FS.

Le cannibalisme du régime de Tripoli montre le vrai visage d'un régime prétendument socialiste, mais soutenu par les impérialismes européens !

(Suite de la page 1)

Libyen, il est resté jusqu'à ces derniers jours bien silencieux : il reste à connaître quelle est sa **responsabilité** dans l'envoi par son protégé tchadien Idriss Deby de centaines (on parle d'un millier) de combattants de la Garde présidentielle au secours du potentat libyen dès les premiers moments de la révolte...

Lors des «5 jours de Benghazi», du 15 au 20 février, une grande partie de la population de l'Est de la Libye s'est soulevée contre le despotisme, sur la vague des révoltes de masse qui, après la Tunisie et l'Égypte, ont touché, à des degrés divers, l'Algérie, le Maroc, le Yémen, Bahrein, la Jordanie, le Koweït, l'Iran. A partir de la Cyrénaïque, le mouvement de rébellion s'est étendu en 10 jours à toute la côte jusqu'à atteindre la capitale Tripoli où se sont retranchés Kadhafi et ses prétoriens et d'où le chef de la «révolution» de 1969 (en réalité un coup d'Etat) a lancé la guerre contre son propre peuple.

Le nombre de victimes ne cesse d'augmenter chaque jour ; aujourd'hui la chaîne de télé Al Jazeera parle de 10 000 morts et de 50 000 blessés : un massacre perpétré par les policiers, les soldats et les mercenaires appelés par Kadhafi pour écraser la révolte et reprendre le contrôle du pays et des affaires !

Le **cannibalisme** du gouvernement de Tripoli montre le vrai visage du pouvoir **capitaliste** libyen - car c'est bien le **capitalisme**

qui est à la base des systèmes de gouvernement opprimant dans tous les pays les larges masses, les prolétaires autochtones et immigrés ; systèmes de gouvernement où, dans les pays gonflés de pétrole ou d'autres matières premières, une mince couche de bourgeois accapare les énormes richesses qu'elle en tire, alors que les masses sont condamnées à la misère et à la faim, sans pouvoir même revendiquer le moindre droit.

Les représentants des grandes démocraties occidentales qui se vantent de la liberté dont jouiraient leurs populations, ont soutenu et armé les pouvoirs despotiques et dictatoriaux grâce auxquels ils ont pu faire des affaires en or ; et devant les massacres qui se succèdent aujourd'hui dans les pays arabes, ils n'ont qu'une idée en tête : comment sauver les profits tirés du pétrole, des ventes d'armes ou de la construction d'infrastructures destinées à «moderniser» ces pays ! Les bourses de New-York, de Londres, Berlin, Paris ou Milan chutent à cause du chaos provoqué par les révoltes ? C'est un «problème international», il faut au plus vite arriver à la pacification sociale, il en va de la finance et de l'économie mondiales ! Les manifestants sont emprisonnés, torturés, massacrés par milliers en Tunisie, en Égypte, en Libye ou en Algérie ? C'est le «problème» des Tunisiens, des Égyptiens, des Libyens, des Algériens, problème interne dans lesquels il ne faut pas s'immiscer ! Les gran-

des usines d'armement des pays capitalistes développés qui ont rempli les arsenaux de ces pays n'ont qu'un souci : comment continuer à faire des affaires ? Peu importe aux bourgeois que des milliers de civils désarmés soient massacrés par la soldatesque, les profits doivent être sauvés ! Et s'il n'y a plus de Kadhafi, il faudra en trouver un autre à sa place pour continuer les affaires...

A Rome, à Madrid et à Athènes comme dans les grandes capitales européennes, on s'inquiète de l'éventuelle arrivée en masse de réfugiés venus de l'autre rive de la Méditerranée ; les ministres italiens disent ouvertement ce qui inquiète les dirigeants européens : la possibilité que puissent venir de Libye 300 000 réfugiés ; le ministre italien de la Défense, affirmant qu'il y aurait plus de 2,5 millions d'immigrés africains en Libye, agite la perspective d'une véritable «invasion» de masses désespérées fuyant la misère, la répression et la guerre après l'écroulement de l'Etat libyen. Et c'est pour cette raison que des navires de guerre italiens ont commencé à se positionner devant les côtes libyennes !

La véritable visage du capitalisme n'est pas constitué par la façade démocratique de la liberté d'expression, de manifestation, de réunion et d'organisation. Là où ces libertés existent c'est parce qu'elles ont été conquises par de longues luttes dans lesquelles le prolétariat a été à l'avant-garde ; et ces libertés sont toujours plus ou moins bafouées et

Quelques données économiques sur la Libye

La Libye est un pays de presque 6,5 millions d'habitants, en grande partie semi-désertique, dont les seules ressources sont le pétrole et le gaz. Ancienne colonie italienne, elle était dirigée par une monarchie liée à l'impérialisme anglais qui régnait sur trois provinces largement autonomes et une multitude de tribus. En 1969 un jeune capitaine de l'armée de l'air, Kadhafi, à la tête d'une junte militaire renversait le roi Idriss Premier et instaurait la «République» - en réalité un régime dictatorial sans même une façade d'institutions démocratiques bourgeoises.

Le nouveau régime utilisa les revenus du pétrole pour acheter la loyauté des divers clans et chefs de tribus, mais aussi pour initier un certain développement économique qui a nécessité l'immigration de centaines de milliers de travailleurs (venant d'Égypte, de Tunisie, d'Afrique noire et du sous-continent indien) et qui a entraîné une urbanisation rapide (85% de la population vit aujourd'hui dans les villes), tandis qu'un puissant appareil répressif était chargé de maintenir l'ordre et réprimer dans le sang les révoltes qui ont éclaté à plusieurs reprises.

Dans les années 70 la Libye était un grand producteur de l'OPEP (le cartel des principaux pays producteurs de pétrole), produisant plus de 3 millions de barils par jour. A la suite de la nationalisation des sociétés pétrolières puis des sanctions économiques imposées au début des années 80 par les Etats-Unis, cette production avait fortement baissé. Après la réconciliation du régime avec les impérialismes occidentaux au début des années 2000, les grandes sociétés pétrolières, attirées par la qualité du pétrole du pays et ses vastes ressources (ses réserves sont estimées être de 44 milliards de barils, soit les plus importantes de toute l'Afrique), la production pétrolière libyenne a recommencé à augmenter. Mais elle n'atteint cependant qu'un 1,8 million de barils par jour, ce qui correspond à 2% à peine du marché mondial.

Cependant le pétrole et le gaz libyens ont un poids beaucoup plus important pour certains pays européens, à commencer par l'Italie: en 2010 22% du pétrole et 13% du gaz naturel consommés dans la péninsule sont venus de Libye. En 2009, les principaux acheteurs du pétrole libyen étaient l'Italie (425 000

barils par jour), l'Allemagne (178 000 barils/jour), la France (133 000), l'Espagne (115 000 et les Etats-Unis (80 000). La plus grosse compagnie productrice de pétrole en Libye est l'ENI italienne (244 000 barils/jour), suivie par la britannique BP, l'allemande BASF, sans oublier l'anglo-hollandaise Shell, la française Total, etc., mais pour lesquelles nous n'avons pas de chiffres.

Le principal partenaire économique de la Libye est l'Italie; leurs échanges commerciaux se montaient en 2010 à 17,6 milliards de dollars, en augmentation de 7,8% sur l'année précédente. La France suit d'assez loin avec des flux commerciaux de 6,6 milliards de dollars, mais en très forte augmentation: plus de 71%. Nous avons ensuite la Chine avec 5,96 milliards de dollars, en augmentation de presque 36%, suivie par l'Allemagne avec 4,97 milliards de dollars, en baisse de 2,6%; l'Espagne à 4,22 milliards de dollars, en forte hausse (43%), puis les Etats-Unis à 2,26 milliards de dollars, en hausse légère (4,38%), la Grande-Bretagne à 2,26 milliards (hausse de plus de 25%), la Turquie (2,12 milliards, en hausse de 5,89%), la Corée (1,4 milliards, et une forte hausse: 30,65%).

Ce n'est pas par hasard si la France, le pays qui a enregistré la plus forte hausse de son commerce avec la Libye (même si les promesses de gros contrats faites par Kadhafi lors de sa venue à Paris n'ont pas été tenues), a été celui qui a poussé le plus à une intervention militaire (l'appétit vient en mangeant); ni si, d'un autre côté, l'Allemagne, le seul grand partenaire commercial de la Libye qui a vu ses échanges commerciaux décliner, a été le pays européen le plus réticent à cette intervention...

Quand à l'Italie, il est manifeste que c'est elle qui avait le plus à perdre d'un bouleversement politique à Tripoli. Les autorités libyennes ont investi dans de nombreuses entreprises italiennes, depuis Unicredit, la plus grande banque italienne dont le fonds souverain libyen est devenu le premier actionnaire (7,5% des parts), la FIAT, l'entreprise d'armement Finmeccanica jusqu'au club de football Juventus de Turin. Un traité d'amitié entre l'Italie et la Libye, signé en 2008, avait pour but, en dehors de la question du contrôle de l'immigration, d'accroître les

échanges commerciaux et les investissements. On comprend pourquoi les autorités italiennes ont traîné les pieds avant de céder aux demandes américaines pour l'utilisation de leurs bases aériennes dans les bombardements en Libye et pourquoi elles ont multiplié les critiques envers l'activisme du gouvernement Sarkozy. Mais début avril, l'Italie devenait le 3e pays à reconnaître le Conseil National des rebelles de Benghazi, ce qu'elle avait jusqu'ici refusé de faire. Selon des diplomates cités par la presse internationale, la raison de ce changement était la crainte que le but final de la France soit de remplacer l'ENI comme principale société pétrolière en Libye en cas de victoire de la rébellion...

Les pays de l'Union européenne, et l'Italie en particulier, ont, depuis plusieurs années, passé des accords avec le régime de Kadhafi qui en ont fait un véritable garde-frontière refoulant sans pitié les travailleurs africains qui tenteraient de gagner l'Europe à partir de ses côtes.

C'est parce qu'ils comptent bien que le futur régime de Tripoli, quel qu'il soit, continuera à remplir ce rôle, que les pays effectuant les bombardements aériens en Libye ont soigneusement évité d'attaquer la marine libyenne bien que celle-ci soit engagée dans la lutte contre la rébellion, notamment à Misrata: «défendre les populations civiles», peut-être, mais pas au prix de risquer le relâchement du contrôle militaire-policière aux frontières de l'Europe «démocratique»...

Face à tous ces sordides intérêts bourgeois et impérialistes qui se heurtent avec violence, les prolétaires n'ont pas à choisir un camp contre l'autre, mais ils n'ont pas non plus à se désintéresser de ce qui se passe là-bas parce que ce sont leurs frères de classe qui sont obligés de fuir par dizaines de milliers ou qui tombent sous la répression. Il leur faut combattre tous les camps bourgeois, en sachant bien que leur premier ennemi est leur propre bourgeoisie, celle qui prétend apporter la liberté et la démocratie à coups de bombes et de milliards alors qu'elle vit de leur exploitation et de celle des prolétaires des autres pays.

Sources: Financial Times, Wall Street Journal.

limitées parce que le droit bourgeois qui doit toujours l'emporter, quitte à réduire ou à suspendre les autres droits démocratiques, est le **droit à exploiter** le mieux possible le travail salarié pour en extraire la plus-value qui, pour les capitalistes, se transforme en profit. Face à l'aggravation des tensions sociales qui pousse les prolétaires et les masses prolétariées à s'attaquer aux piliers du pouvoir capitaliste et à ses symboles, la façade démocratique démontre qu'elle n'est qu'une **mystification**.

La révolte, y compris armée, qui secoue les régimes despotiques entretenus par les démocraties impérialistes peut bien arriver à faire chuter les gouvernements locaux qui avaient régné par la terreur et la répression ; mais confier à d'autres gouvernants bourgeois, moins compromis que les précédents, la tâche de «rétablir la paix civile» et d'«ouvrir la voie à la démocratie» ne peut aboutir à rien d'autre qu'au maintien de la domination des capitalistes sur les travailleurs, de la domination des intérêts bourgeois nationaux et impérialistes sur la population et tout particulièrement sur le prolétariat ; des couches petites-bourgeoises, des avocats, des juges et surtout les militaires y auront gagné en termes de reconnaissance sociale, mais l'écrasante majorité des prolétaires et des paysans pauvres continueront à devoir affronter les problèmes de survie quotidienne avec toujours autant de difficultés, si ce n'est davantage encore. C'est d'ailleurs aussi pour cette raison qu'au cours de ces dernières années des millions de personnes, affrontant des périls de toutes sortes, ont émigré et émigrent à travers le monde.

Mais que trouvent dans les riches pays d'Europe ces masses d'émigrés poussés par la misère à émigrer ? Ils trouvent des centres de détention pour sans-papiers, ils trouvent la police et les militaires les mieux armés du monde qui les pourchassent, les emprisonnent et les expulsent ; ils trouvent la surex-

ploitation et le travail au noir ; et même quand ils réussissent à être régularisés, ils se heurtent au racisme et aux préjugés petit-bourgeois. La civilisation bourgeoise de ces pays qui font au monde entier la leçon sur les bienfaits de la démocratie, repose sur la même structure économique et sociale que celle des pays moins développés : sur l'**exploitation capitaliste**, sur la domination économique, sociale et politique de la classe qui possède tout, moyens de production comme produits, et donc qui a droit de vie et de mort sur les prolétaires du monde.

* * *

Surprises par l'incendie social qui dure depuis plus de 2 mois dans les pays du Maghreb et du Moyen-Orient, les chancelleries des grands pays capitalistes d'Orient et d'Occident ont appelé les dirigeants de ces pays à faire preuve de «retenue» dans la répression et à «répondre» aux demandes de «liberté» et de «réformes». Des régimes qui depuis tant d'années étaient jugés comme solides, ne peuvent plus contrôler leurs masses, leurs prolétaires. Ben Ali est tombé, Moubarak est tombé, Kadhafi est en chute libre, Bouteflika vacille. Mais ce que redoutent les puissances impérialistes, c'est moins ce qui se passe aujourd'hui, que ce qui risque de se passer demain ; elles craignent que la révolte populaire ouvre la voie à des **mouvements révolutionnaires prolétariens**, que le prolétariat contre qui la bourgeoisie mène dans tous les pays une lutte sans trêve, trouve dans la révolte actuelle la force de se lancer ouvertement dans la **lutte de classe anti-bourgeoise**. La chute de Kadhafi pourrait en effet relancer la vague de révolte sociale dans les pays de la région, encourageant du même coup les masses prolétariennes des pays d'Afrique et d'Asie à se soulever à leur tour contre le despotisme capitaliste. C'est cette crainte qui motive le changement d'attitude des Etats-Unis qui, au mo-

ment où la révolte armée annonce la fin de Kadhafi, menacent d'**intervenir militairement** en Libye.

Malheureusement pour les prolétaires des pays en révolte, la lutte de classe prolétarienne n'est pas encore à l'ordre du jour ; les illusions démocratiques, encore trop puissantes, y font passer au second plan les véritables intérêts de classe des prolétaires. Et les prolétaires d'Europe et d'Amérique, anesthésiés depuis des décennies par l'opium démocratique, contemplent passivement ces révoltes au lieu d'y trouver un motif pour entrer en lutte contre leurs bourgeoisies, véritables vampires qui ont sucé le sang de générations de prolétaires et de paysans arabes et moyen-orientaux : ce qui serait la démonstration de ne pas être complices des répressions, des guerres et de l'écrasement des populations de ces pays, et qui serait la **seule** façon réelle de se solidariser avec ces prolétaires et de s'allier avec leurs frères de classe du monde entier pour défendre les intérêts prolétariens communs à tous.

Moubarak, Ben Ali, Kadhafi ou d'autres pourront être remplacés demain par un jeune militaire se disant révolutionnaire ou par un exilé politique : cela ne changera pas grand chose pour les prolétaires et les masses. Le seul véritable changement ne pourra venir que de la **reprise de la lutte de classe**, non seulement dans ces pays, mais aussi dans les pays capitalistes industrialisés qui sont le cœur du Moloch capitaliste mondial !

Les communistes révolutionnaires saluent les révoltes sociales des pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient non seulement parce qu'elles font chuter des régimes despotiques des sanguinaires, mais aussi parce qu'elles montrent le véritable visage des pouvoirs bourgeois dans ces pays comme les pays impérialistes. Sachant que ces mouvements, mobilisant toutes les classes qui forment le peuple «affamé» de démocratie ne pourront en tant que tels se transformer en

mouvement prolétarien révolutionnaire, les communistes révolutionnaires soulignent les causes matérielles, et non idéologiques, qui ont déclenché une révolte courageuse à mains nues et qui ont poussé un prolétariat jeune et combatif à se mettre en grève et à manifester. Il est impossible de s'attendre à ce que les révoltes sociales actuelles débouchent automatiquement demain sur la lutte de classe ; il faudra pour cela que les prolétaires s'organisent et luttent **de manière indépendante, pour la défense exclusive de leurs propres intérêts de classe**, en se libérant des **illusions démocratiques** et de l'étreinte suffocante des couches bourgeoises et petites-bourgeoises ; il faudra que dans ces luttes apparaissent des éléments d'avant-garde pour constituer le parti de classe, le **parti communiste révolutionnaire** dont la tâche sera de diriger le combat vers la **destruction du pouvoir bourgeois**, expression de la dictature de la bourgeoisie quel que soit sa forme, et vers l'instauration de la **dictature du prolétariat** et l'**extension de la lutte révolutionnaire internationaliste unissant tous les prolétaires du monde** contre les bastions de la contre-révolution.

La voie de la reprise de la lutte de classe n'a jamais été simple et facile ; c'est d'autant plus vrai aujourd'hui où le pouvoir de la bourgeoisie s'est énormément renforcé sur le plan du despotisme social et du militarisme et où l'œuvre pluridécennale du collaborationnisme social-impérialiste a permis de faire accepter au prolétariat sa propre exploitation et de lui faire soutenir les exactions et les guerres de rapine bourgeoises.

Mais c'est la voie qu'il est nécessaire de prendre pour en finir avec les horribles massacres perpétrés par les bourgeoisies du monde entier pour défendre leurs privilèges de classe, leur propriété privée et tout le système d'exploitation capitaliste sur lequel se fonde leur domination.

24/2/2011

Non à l'intervention militaire impérialiste en libye !

Depuis samedi 19 mars une coalition militaire sous commandement américain, comprenant, outre des Forces anglaises et françaises, une participation canadienne, italienne, espagnole et d'autres pays, a commencé le bombardement d'installations militaires et de concentrations de troupes fidèles au gouvernement de Kadhafi. Le but affirmé de cette intervention militaire qui a reçu l'aval du Conseil de Sécurité de l'ONU et de la Ligue Arabe, serait d'obtenir l'arrêt de l'offensive des forces gouvernementales contre les rebelles, afin d'éviter un «massacre des populations civiles».

Cependant lorsque de véritables massacres de civils ont eu lieu, au début de la révolte, les autorités de tous ces pays, à commencer par les gouvernements européens, ont répondu par un silence total. Quand les informations sur les tueries ont commencé à filtrer à l'extérieur de la Libye, ils se sont contentés de leurs hypocrites admonestations rituelles, priant le gouvernement Libyen de faire preuve de «retenue» et d'éviter un usage «disproportionné» de la force. C'est le premier ministre italien Berlusconi qui a trahi la raison de cette attitude lorsqu'il a déclaré qu'il n'avait pas appelé Kadhafi pour lui demander de cesser la répression «parce qu'il ne voulait pas le déranger» : les gouvernements européens ne voulaient pas «déranger» le gouvernement Libyen quand il luttait pour rétablir son ordre dans le sang !

La poussée de la révolte ne cessant pas en dépit de cette répression, au point de paraître menacer le régime, les grands pays impérialistes occidentaux ont alors commencé à faire pression sur Kadhafi et ses alliés : gels d'avoirs financiers, embargo sur les armes, etc. En même temps, selon des informations parues sur certains organes de presse (cf par exemple le « Wall Street Journal »

du 9/3/11), des discrets pourparlers étaient engagés, en particulier par les Américains, avec certaines fractions du pouvoir Libyen ; il ne s'agissait donc pas d'aider les révoltés à faire tomber le régime, mais de mettre en place une solution à la Tunisienne ou à l'Egyptienne : la mise à l'écart de Kadhafi **pour sauver le régime** lui-même. En effet ce régime était engagé depuis plusieurs années dans une **collaboration étroite** avec l'impérialisme américain (lutte contre l'islamisme) et les impérialismes européens (rôle de garde-frontière et de blocage de travailleurs immigrés africains). En outre c'est un fournisseur non négligeable de pétrole, sans parler d'un marché juteux, grâce aux revenus tirés de ce pétrole, pour les entreprises capitalistes de nombreux pays.

L'évolution de la situation interne, marquée par la contre-attaque des gouvernements en particulier grâce aux mercenaires tchadiens et nigériens et par l'obstination du clan Kadhafi à ne rien céder, à rendu impossible cette solution. Sous l'impulsion des gouvernements français et anglais, les Etats-Unis et les autres puissances impérialistes du Conseil de sécurité de l'ONU, cette moderne caverne des brigands, et la Ligue Arabe (de l'Egypte à l'Arabie Saoudite et aux Emirats), cet ensemble d'Etats plus autoritaires et répressifs les uns que les autres, ont finalement donné le feu vert à l'intervention militaire occidentale en faveur de la «démocratie». En même temps tous ces défenseurs de la démocratie entérinaient l'intervention militaire saoudienne pour écraser la rébellion à Bahrein et le massacre de dizaines de manifestants par le gouvernement du Yémen !

* * *

Le mouvement de rébellion en Libye, né sur la vague des révoltes qui ont secoué les

pays voisins depuis le début de cette année, a mobilisé sans aucun doute les masses prolétariées du pays contre la misère, l'oppression et la répression ; mais il a aussi, comme c'était inévitable, exprimé les aspirations bourgeoises et petite-bourgeoises de factions, de couches ou de «tribus» marginalisées par les proches de Kadhafi, à s'emparer d'une part plus grande du gâteau et du pouvoir : ce sont les représentants de ces couches bourgeoise qui se sont installés comme dirigeants des insurgés et qui ont été reconnus par Sarkozy comme «représentants légitimes du peuple Libyen». Ce n'est pas par hasard si le principal représentant du dit «Conseil National» de Benghazi est Al Jeleil, ancien ministre de la Justice de Kadhafi, responsable à ce titre d'innombrables arrestations et maintien en détention arbitraires. Ce n'est pas par hasard non plus si les autorités insurgées ont laissé se dérouler à Benghazi les pogroms contre les travailleurs immigrés africains...

Les prolétaires n'ont rien à de bon à attendre du tueur Kadhafi, ni de la coalition impérialiste ; mais rien non plus du gouvernement provisoire qui s'est formé sous les couleurs de l'ancien royaume de Libye. En réalité les prolétaires de Libye, qu'ils soient indigènes et surtout immigrés (les travailleurs immigrés, égyptiens, tunisiens, d'Afrique Noire ou du Continent Indien, représenteraient la **moitié** des prolétaires du pays selon certaines estimations), ont subi, subissent et vont subir les conséquences les plus graves non seulement de la répression des milices kadhafistes, mais aussi des affrontements entre les diverses factions et maintenant de l'intervention militaire impérialiste.

La guerre déclenchée contre Kadhafi, même si elle se «limite» pour l'instant à des bombardements aériens, est une guerre de **piraterie impérialiste**, comme celles qui l'ont précédée en Afrique, au Moyen-Orient et ailleurs. La vague de révoltes qui a fait vaciller des régimes qui passaient être de solides alliés des impérialistes occidentaux, a en même temps aiguë les contradictions et les oppositions entre les grandes puissances capita-

listes, à un moment où la crise économique pousse chacune d'entre elles à défendre avec plus d'âpreté ses intérêts propres contre ceux de ses concurrents. La crise du régime Libyen a poussé tous les grands et moins grands Etats à se précipiter pour pousser leurs pions, faisant voler en éclats une unité seulement de façade de la «communauté internationale». L'«affaire Libyenne» a redonné l'occasion à la Grande-Bretagne et à la France d'essayer de dicter la loi en Méditerranée – tout en s'implantant davantage dans un pays riche en pétrole ; les Etats-Unis, tout en maintenant en apparence un profil bas, ont démontré une nouvelle fois à leurs alliés qu'ils étaient encore les **maîtres réels** ; derrière eux l'Italie et l'Espagne sont présentes pour pouvoir réclamer leur part de butin, tandis que l'Egypte ne veut pas être tenue à l'écart de ce qui se passe chez un de ses voisins et que les Emirats veulent occuper un strapontin pour avoir les mains libres dans la répression chez eux. D'un autre côté l'Allemagne, la Russie ou la Chine ne voient pas d'un bon œil cette action américano-anglo-française...

VIVE LA LUTTE PROLÉTARIENNE INTERNATIONALE CONTRE LE CAPITALISME !

Les prolétaires ont des intérêts diamétralement opposés à ceux des factions et des Etats bourgeois qui sont en lice dans cette mêlée sanglante. En guerre comme en paix, ils sont exploités, opprimés et réprimés, ils connaissent la misère, la pauvreté et la mort au travail. Quel que soit le gouvernement, ils ne peuvent compter pour se défendre que sur leurs propres forces, que sur leur propre lutte, que sur leur propre organisation. Et cette lutte et cette organisation ne peuvent devenir possible qu'en rompant tout lien avec les orientations et les organisations bourgeoises, qu'elles soient religieuses ou laïques, démocratiques ou nationalistes.

Le parti de classe incarne la lutte du

(Suite en page 6)

KARL MARX

LES LUTTES DE CLASSES EN FRANCE

(EXTRAITS- FIN)

Nous publions ci-dessous la deuxième partie des extraits du texte de Marx sur les luttes de classes en France en 1848. Marx fait une critique impitoyable des illusions démocratiques répandues par les républicains qui croyaient aux vertus magiques des élections. Il existe aujourd'hui dans les pays arabes de tels illusionnistes qui prêchent aux prolétaires les vertus de l'Assemblée constituante ou des élections libres. L'histoire a démontré, comme l'explique le texte, que ces illusions ne peuvent empêcher l'éclatement de la guerre civile entre les classes: c'est un avertissement pour les prolétaires du monde entier.

Dès qu'elle s'est soulevée, une classe qui concentre en elle les intérêts révolutionnaires de la société trouve immédiatement dans sa propre situation le contenu et la matière de son activité révolutionnaire: écraser ses ennemis, prendre les mesures imposées par les nécessités de la lutte, et ce sont les conséquences de ses propres actes qui la poussent plus loin. Elle ne se livre à aucune recherche théorique sur sa propre tâche. La classe ouvrière française n'en était pas encore à ce point, elle était encore incapable d'accomplir sa propre révolution.

Le développement du prolétariat industriel a pour condition générale le développement de la bourgeoisie industrielle. C'est seulement sous la domination de cette dernière que son existence prend une ampleur nationale lui permettant d'élever sa révolution au rang d'une révolution nationale; c'est seulement alors qu'il crée lui-même les moyens de production modernes qui deviennent autant de moyens de son affranchissement révolutionnaire. Seule, la domination de la bourgeoisie industrielle extirpe les racines matérielles de la société féodale et aplanit le seul terrain sur lequel une révolution prolétarienne est possible. L'industrie française est plus évoluée et la bourgeoisie française est plus développée au point de vue révolutionnaire que celle du reste du

continent. Mais la révolution de Février n'était-elle pas directement dirigée contre l'aristocratie financière?

Le fait a prouvé que ce n'était pas la bourgeoisie industrielle qui régnait sur la France (...).

Si, par conséquent, le prolétariat français possède, au moment d'une révolution à Paris, un pouvoir et une influence réels qui l'incitent à pousser son assaut au delà de ses moyens, dans le reste de la France il est concentré en quelques points disséminés où l'industrie est centralisée et il disparaît presque complètement parmi le nombre supérieur de paysans et de petits bourgeois.

La lutte contre le capital, sous sa forme moderne développée, à son point culminant, la lutte du salarié industriel contre le bourgeois industriel, est en France un fait partiel qui, après les journées de Février, pouvait d'autant moins fournir le contenu national de la révolution que la lutte contre les formes d'exploitation secondaires du capital, la lutte des paysans contre l'usure des hypothèques, du petit bourgeois contre le grand commerçant, le banquier et le fabricant, en un mot contre la faillite, était encore noyée dans le soulèvement général contre l'aristocratie financière.

Aussi s'explique-t-on aisément que le prolétariat de Paris ait cherché à faire triom-

pher son intérêt à côté de celui de la bourgeoisie, au lieu de le revendiquer comme l'intérêt révolutionnaire de la société même, et qu'il ait abaissé le drapeau rouge devant le drapeau tricolore. Les ouvriers français ne pouvaient faire un seul pas en avant, ni toucher à un seul cheveu du régime bourgeois, avant que la masse de la nation placée entre le prolétariat et la bourgeoisie, la paysannerie et la petite bourgeoisie soulevées contre ce régime, contre la domination du capital, ait été contrainte par le cours de la révolution à se rallier aux prolétaires comme à leur avant-garde. C'est seulement par l'effroyable défaite de Juin que les ouvriers pouvaient acheter cette victoire.

A la commission du Luxembourg (1), cette création des ouvriers de Paris, reste le mérite d'avoir révélé, du haut d'une tribune européenne le secret de la révolution du XIX^e siècle: l'**émancipation du prolétariat**. Le *Moniteur* devint fou furieux lorsqu'il lui fallut officiellement répandre les «*rêves insensés*» qui, jusqu'alors, étaient enfouies dans les écrits apocryphes des socialistes et ne venaient que de temps en temps, pareilles à des légendes lointaines mi-terrifiantes, mi-ridicules, résonner aux oreilles de la bourgeoisie. Surprise, l'Europe se réveilla brutalement de sa torpeur bourgeoise. Ainsi, dans l'esprit des prolétaires qui confondaient en général l'aristocratie financière avec la bourgeoisie, dans l'imagination de braves républicains qui niaient l'existence même des classes ou l'admettaient tout au plus comme une conséquence de la monarchie constitutionnelle, dans les phrases hypocrites des fractions bourgeoises jusque-là exclues du pouvoir, la **domination de la bourgeoisie** se

trouvait abolie avec l'instauration de la République. Tous les royalistes se transformèrent alors en républicains et tous les millionnaires de Paris en ouvriers. Le mot qui répondait à cette suppression imaginaire des rapports de classe, c'était la **fraternité**, la fraternisation et la communauté universelles. Cette manière débonnaire de faire abstraction des antagonismes de classes, cet conciliation sentimentale des intérêts des classes antagonistes, cette exaltation enthousiaste au-dessus de la lutte des classes, cette **fraternité** fut la véritable devise de la révolution de Février; les classes n'étaient séparées que par un simple **malentendu**, et, le 24 février, Lamartine baptisa le Gouvernement provisoire: «*un gouvernement qui suspend ce malentendu terrible qui existe entre les différentes classes*». Le prolétariat de Paris se laissa aller à cette généreuse ivresse de fraternité (...).

Le 4 mai, se réunit l'**Assemblée nationale** issue des **élections générales au suffrage direct**. Le droit du suffrage universel ne possédait pas la vertu magique que lui avaient attribuée les républicains de vieille souche; ceux-ci voyaient dans toute la France, du moins dans la majorité des Français, des **citoyens** ayant les mêmes intérêts, le même discernement, etc. Tel était leur **culte du peuple**. Mais au lieu de leur peuple **imaginaire**, les élections mirent en lumière le peuple **réel**, c'est-à-dire des représentants des différentes classes dont il se compose. Nous avons montré pour quelle raison les paysans et petits bourgeois durent voter sous la houlette de la bourgeoisie belliqueuse et des grands propriétaires fonciers assoiffés de restauration.

Non à l'intervention militaire impérialiste en libye !

(Suite de la page 5)

prolétariat de tous les pays contre le capitalisme et le pouvoir bourgeois ; il est l'organe indispensable du prolétariat pour centraliser ses luttes et les diriger vers la victoire révolutionnaire. Ce parti n'existe pas aujourd'hui, si ce n'est sur le plan de la théorie et du programme, de même que n'existe pas la lutte générale de classe dans tous les pays.

Mais les révoltes comme celles qui éclatent aujourd'hui dans les Pays Arabes et celles qui éclateront demain, démontrent que les contradictions économiques et sociales incurables du capitalisme sont à l'œuvre et qu'elles pousseront les travailleurs, y compris des grands pays impérialistes, à reprendre la voie de la véritable **lutte révolutionnaire contre le capitalisme**. Des dizaines de milliers de travailleurs immigrés fuyant la Libye ont été accueillis fraternellement par leurs frères tunisiens : c'est là un petit signe de la solidarité prolétarienne internationaliste. C'est sur cette voie que reprendra la lutte de classe et que naîtra le **parti communiste révolutionnaire**, en s'appuyant sur les enseignements marxistes et les leçons des grandes luttes et des révolutions ouvrières du passé.

Les avions, porte-avions, sous-marins et navires de l'armada occidentale mobilisée dans les eaux et les cieux de Libye ne suffiront pas à stopper la vague de révolte qui commence maintenant à s'étendre jusqu'en Syrie et au Maroc ; celle-ci pourra peut-être marquer un temps d'arrêt, mais elle naîtra inévitablement pour battre contre toutes les digues édifiées par les classes dominantes. Jusqu'à ce que le prolétariat, en ayant assez de verser sa sueur et son sang pour engraisser les capitalistes, se lance dans la seule guerre qui vaille : **la guerre de classe contre toutes les bourgeoisies, à commencer par celle de son propre pays !**

20/3/2011

Egypte: Moubarak est tombé, le régime capitaliste et l'Etat bourgeois restent

Suscitant la liesse des manifestants, Hosni Moubarak a donc annoncé qu'il démissionnait, en remettant ses pouvoirs à l'armée. Celui qui se voulait quelques heures encore à peine auparavant le défenseur de la constitution et le rempart ultime contre le «chaos», a ainsi entériné une sorte de coup d'Etat à froid (selon la constitution c'est le président du parlement qui aurait dû assurer la relève du pouvoir).

Toutes les déclarations et manoeuvres du gouvernement n'ont pu empêcher que les affrontements et les manifestations massives se soient succédées en Egypte depuis 18 jours. Le vendredi 11 février des foules encore plus massives que lors des manifestations précédentes ont envahi les rues du Caire et des autres grandes villes, malgré les déclarations du «Raïs» affirmant qu'il abandonnait la réalité du pouvoir à son vice-président.

Après les premières manifestations rassemblant quelques milliers de personnes, surtout des jeunes de la petite-bourgeoisie mobilisés par l'internet, les «spécialistes du monde arabe» et autres «commentateurs avertis» expliquaient docement que le régime Moubarak était solide et qu'une situation à la tunisienne était impossible en Egypte. L'irruption de dizaines de milliers de manifestants venus des quartiers populaires du Caire lors des manifestations des 26 et 28 janvier a complètement changé la donne. Ce n'était en outre plus seulement au Caire, mais dans d'autres grandes villes égyptiennes que des masses gigantesques sont venues crier leur haine du pouvoir, bousculant par leur nombre les policiers.

Rien n'y a fait: ni la coupure des réseaux internet et de la téléphonie mobile, ni la censure des médias, ni la férocité de la ré-

pression (plus de 300 morts début février), ni les demi-concessions de Moubarak, n'ont pu empêcher cette déferlante dont la source se trouve dans les conditions de vie toujours plus misérables des masses prolétarisées. Pour les cercles dirigeants de la bourgeoisie égyptienne, comme pour ceux des autres pays arabes de la région et les impérialismes américains et européens, la question était comment réussir à contenir la colère qui s'exprime dans les rues et les places d'Egypte, d'éviter que la **révolte** ne devienne **insurrection**, voire qu'elle se transforme en **révolution**.

LA CLASSE OUVRIÈRE ENTRE EN LUTTE

D'autant plus que les derniers jours ont vu un facteur inquiétant nouveau pour les capitalistes: l'**entrée en lutte de la classe ouvrière**. Des appels ont commencé à circuler pour une grève générale et les premiers arrêts de travail ont été signalés dans les jours précédant le départ de Moubarak. Le 10 février des dizaines de milliers de travailleurs étaient en grève, la vague de grève la plus importante depuis les mouvements de grève dans le textile de 2007-2008 qui avaient été durement réprimés. Des grèves ont éclaté dans différentes administrations, dans les transports en commun du Caire et les chemins de fer. Dans la zone du canal de Suez 3000 ouvriers du pétrole se mettaient en grève. Dans la région industrielle de l'Egypte, le delta où se trouve l'essentiel de l'industrie égyptienne, on signalait une grève de 4000 ouvriers à l'usine chimique Al Nasr à Helwan, de 2000 ouvriers (en fait surtout des ouvrières) à l'usine textile de la même ville, 2000

également à l'usine Sigma Pharmaceuticals de Quesna; à Al Mahalla, la capitale de l'industrie textile, l'épicentre des luttes de 2007-2008, une grève générale illimitée était déclenchée le 10 février à la *Misr Spinning and Weaving Textils Factory*, la plus grande usine d'Egypte, qui emploie 24 000 personnes, etc.

Les revendications portent sur les salaires, très bas (le salaire minimum est de 70 dollars par mois), l'amélioration des conditions de travail, l'embauche définitive des travailleurs précaires, etc.

Toutes ces grèves, dont nous n'avons probablement qu'un petit aperçu, se sont déclenchées indépendamment du syndicat officiel qui a comme fonction de maintenir la **paix sociale** et d'**empêcher les luttes ouvrières**. Encore partielles, elles sont de bonne augure pour l'avenir, à condition que les travailleurs réussissent à s'organiser sur des bases de classe, indépendamment non seulement des structures syndicales vendues aux patrons et à l'Etat bourgeois.

* * *

Alors que l'Arabie Saoudite et l'Autorité palestinienne, mortellement effrayées par le mouvement des masses, ont toute suite affirmé leur soutien à Moubarak, le gouvernement américain a multiplié les pressions pour une «transition politique et pacifique», c'est-à-dire pour que celui-ci cède la place, seule façon de prévenir des affrontements aux risques incalculables: le fusible Moubarak devait sauter pour protéger le capitalisme des décharges à haute tension qu'un déchaînement de la lutte des classes dans le plus grand pays du Moyen-Orient n'aurait pas manqué

Mais si le suffrage universel n'était pas la miraculeuse baguette magique pour laquelle de braves républicains l'avaient tenue, il avait le mérite infiniment plus grand de déchaîner la lutte de classes, de permettre aux différentes couches moyennes de la société bourgeoise de surmonter rapidement leurs illusions et leurs déceptions, de projeter d'un seul coup toutes les fractions de la classe des exploités au sommet de l'État et de leur arracher ainsi leur masque trompeur, alors que la monarchie, avec son système censitaire, ne laissait se compromettre que certaines fractions déterminées de la bourgeoisie et gardait les autres en coulisse, les ceignant de l'auréole d'une opposition commune.

A l'Assemblée nationale constituante qui se réunit le 4 mai, les **républicains bourgeois**, les républicains du *National* avaient la haute main. Les légitimistes et les orléanistes eux-mêmes n'osèrent au début se montrer que sous le masque du républicanisme bourgeois. C'était seulement au nom de la République que pouvait être engagée la lutte contre le prolétariat.

C'est du 4 mai et non du 25 février que date la République, c'est-à-dire la République reconnue par le peuple français, et non pas la République imposée par le prolétariat parisien au Gouvernement provisoire, non pas la République aux institutions sociales, non pas l'image de rêve que caressaient les combattants des barricades. La République proclamée par l'Assemblée nationale, la seule légitime, c'est la République qui n'est pas une arme révolutionnaire contre l'ordre bourgeois, qui en est plutôt la reconstitution politique, la consolidation politique de la société bourgeoise; en un mot: **la République bourgeoise**. On l'affirma hautement à la tribune de l'Assemblée nationale et toute la presse bourgeoise, tant républicaine qu'anti-républicaine, s'en fit l'écho.

Nous avons vu que la République de Février n'était, en réalité, et ne pouvait être

qu'une République **bourgeoise**, mais que le Gouvernement provisoire, sous la pression directe du prolétariat, fut obligé de proclamer que c'était une **République pourvue d'institutions sociales**; que le prolétariat parisien était encore incapable d'aller au delà de la République bourgeoise autrement qu'en **idée**, c'est-à-dire **en imagination**, que partout où il passait réellement à l'action, c'était au service de cette dernière qu'il agissait; que les promesses qui lui avaient été faites devenaient un danger insupportable pour la nouvelle République et que toute l'existence du Gouvernement provisoire se réduisait à une lutte continue contre les revendications du prolétariat.

À l'Assemblée nationale, c'était la France tout entière qui s'élevait en juge du prolétariat parisien. Elle rompit aussitôt avec les illusions sociales de la révolution de Février, elle proclama carrément la République bourgeoise et rien que la République bourgeoise. Elle exclut aussitôt les représentants du prolétariat de la commission exécutive nommée par elle: Louis Blanc et Albert; elle rejeta la proposition d'un ministère spécial du Travail, elle accueillit par une tempête d'applaudissements la déclaration du ministre Trélat: *«Il ne s'agit plus que de ramener le travail à son ancienne condition»*.

Mais tout cela ne suffisait pas. La République de Février fut conquise par les ouvriers avec l'aide passive de la bourgeoisie. Les prolétaires se considéraient à juste titre comme les vainqueurs de Février et ils avaient les prétentions arrogantes du vainqueur. Il fallait qu'ils fussent vaincus dans la rue, il fallait leur montrer qu'ils succombaient dès qu'ils luttèrent non pas **avec** la bourgeoisie, mais **contre** elle. De même que la République de Février avec ses concessions socialistes eut besoin d'une bataille du prolétariat allié à la bourgeoisie contre la royauté, de même une seconde bataille était nécessaire pour détacher la République de ses concessions so-

cialistes, pour forger officiellement la **République bourgeoise**. C'est les armes à la main qu'il fallait que la bourgeoisie réfutât les revendications du prolétariat. Et le véritable lieu de naissance de la **République bourgeoise** n'est pas la **victoire de Février**, c'est la **défaite de Juin**.

Le prolétariat précipita la décision, lorsque, le 15 mai, il envahit l'Assemblée nationale, tentant vainement de reconquérir son influence révolutionnaire sans autre résultat que de livrer ses chefs énergiques aux géôliers de la bourgeoisie. *Il faut en finir!* Avec ce cri, l'Assemblée nationale donnait libre cours à sa résolution de contraindre le prolétariat au combat décisif. La Commission exécutive promulgua une série de décrets provocants, comme l'interdiction des attroupements, etc. Du haut de la tribune de l'Assemblée nationale constituante, les ouvriers furent directement provoqués, injuriés, persiflés. Mais, comme nous l'avons vu, la véritable cible, ce fut les **ateliers nationaux** (3). Ce sont eux que l'Assemblée constituante désigna d'un geste impérieux à la Commission exécutive qui n'attendait que le moment d'entendre son propre projet devenir un ordre de l'Assemblée nationale. (...).

Les ouvriers n'avaient plus le choix: il leur fallait ou mourir de faim ou engager la lutte. Ils répondirent, le 22 juin, par la formidable insurrection où fut livrée la première grande bataille entre les deux classes qui divisent la société moderne. C'était une lutte pour le maintien ou l'anéantissement de l'ordre bourgeois. Le voile qui cachait la République se déchirait.

On sait que les ouvriers, avec un courage et un génie sans exemple, sans chefs, sans plan commun, sans ressources, pour la plupart manquant d'armes, tinrent en échec cinq jours durant l'armée, la garde mobile, la garde nationale de Paris ainsi que la garde nationale qui afflua de la province. On sait que la bourgeoisie compensa ses tranches mortelles par une brutalité inouïe et massacra plus de 3000 prisonniers.

Les représentants officiels de la démocratie française étaient tellement prisonniers de l'idéologie républicaine qu'il leur fallut plusieurs semaines pour commencer à soupçonner le sens du combat de Juin. Ils furent comme hébétés par la fumée de la poudre dans laquelle s'évanouissait leur République imaginaire.

Quant à l'impression directe que la nouvelle défaite de Juin produisit sur tous, le lecteur nous permettra de la décrire selon les termes de la *Neue Rheinische Zeitung* (4):

Le dernier vestige officiel de la révolution de Février, la Commission exécutive, s'est évanoui comme une fantasmagorie devant la gravité des événements. Les fusées lumineuses de Lamartine sont devenues les fusées incendiaires de Cavaignac. La fraternité des classes antagonistes dont l'une exploite l'autre, cette fraternité proclamée en Février, inscrite en grandes lettres au fronton de Paris, sur chaque prison, sur chaque caserne, - son expression véritable, authentique, prosaïque, c'est la guerre civile, la guerre civile sous sa forme la plus effroyable, la guerre entre le travail et le Capital. (...).

La révolution de Février fut la belle révolution, la révolution de la sympathie générale parce que les antagonismes qui y éclatèrent contre la royauté sommeillaient paisiblement côte à côte, à l'état embryonnaire, parce que la lutte sociale qui formait son arrière-plan n'avait acquis qu'une existence impalpable, l'existence des mots et de la phrase. La révolution de Juin est la révolution hideuse, la révolution répugnante, parce que les phrases ont laissé la place à la réalité, parce que la République a mis à nu la tête du monstre en lui arrachant la couronne qui le protégeait et la cachait. Ordre! Tel était le cri de guerre de Guizot. Ordre! cria Sébastiani, ce Guizot au petit pied, quand Varsovie devint russe, Ordre! cria Cavaignac, écho brutal de l'Assemblée nationale française et de la bourgeoisie républicaine. Ordre! tonnaient ses coups de mitraille en déchiquetant le corps du prolétariat. Aucune des nombreuses révo-

lutions de la bourgeoisie française depuis 1789 n'attenta l'ordre, car elles conservaient la domination de classe, l'esclavage des ouvriers, l'ordre bourgeois, quelques fréquents qu'aient été les changements de la forme politique de cette domination et de cet esclavage. Juin a porté atteinte à cet ordre. Malheur à Juin! (*Neue Rheinische Zeitung*, 29 juin 1848.)

Malheur à Juin! répond l'Europe en écho.

C'est la bourgeoisie qui **força** le prolétariat de Paris à s'insurger en Juin: elle signa ainsi sa propre condamnation. Son besoin immédiat, avoué, ne poussait nullement celui-ci à vouloir provoquer la chute de la bourgeoisie par la violence, il n'était pas encore de taille à accomplir cette tâche. Le *Moniteur* dut lui apprendre officiellement que le temps n'était plus où la République jugeait bon de rendre les honneurs à ses illusions, et seule sa défaite le convainquit de cette vérité que la moindre amélioration de son sort reste **une utopie au sein de la République bourgeoise**, utopie qui se change en crime dès qu'elle veut se réaliser. Les revendications, excessives par la forme, mesquines et même bourgeoises par le contenu, dont il voulait arracher la concession à la République de Février, furent supplantées par l'audacieuse devise révolutionnaire:

Renversement de la bourgeoisie! Dictature de la classe ouvrière!

(1) La «Commission du Luxembourg» avait été créée par le gouvernement provisoire pour «rechercher les moyens d'améliorer le sort des classes laborieuses». C'était un hochet accordé aux ouvriers à la suite d'une manifestation de 20.000 d'entre eux pour exiger du gouvernement qu'il prenne en compte leurs intérêts.

(2) Les «Orléanistes» et les «Légitimistes» étaient les deux factions royalistes.

(3) Les «Ateliers nationaux» avaient été créés pour donner du travail aux ouvriers parisiens au chômage; ils étaient vus par les petits-bourgeois comme une dépense intolérable et par les bourgeois comme de dangereux foyers de troubles.

(4) La «Nouvelle Gazette Rhénane» était un quotidien publié par Marx, Engels et d'autres militants de la Ligue des communistes à Cologne de 1848 à 1849.

de produire, avec des retombées dans toute la région. Au sein du régime, les proches alliés de Moubarak ont sans doute caressé l'idée d'une alternative à l'iranienne ou à la chinoise: l'écrasement de la contestation, après que l'inévitable lassitude ait au moins momentanément calmé l'ardeur des manifestants. Les cercles bourgeois les plus influents, ceux qui sont le plus représentés parmi les chefs militaires, ont trouvé ce scénario trop risqué, comme l'a trouvé de son côté l'impérialisme américain.

L'armée égyptienne a été rapidement mobilisée pour canaliser la foule, protéger les édifices, les biens et les services essentiels, tout en laissant la police se salir les mains dans la répression. Complètement absents des premières grandes manifestations, les Frères Musulmans, la seule force d'opposition importante que le gouvernement ait laissé se développer, ont essayé de prendre le train en marche: leur rôle sera irremplaçable demain pour maintenir l'ordre bourgeois. Aujourd'hui, les chefs militaires, après avoir annoncé la dissolution du parlement et la suspension de la constitution, promettent le retour du pouvoir aux civils dans 6 mois; entre-temps ils élaboreront une nouvelle constitution.

Quelles que soient les formes que prendra le changement de régime, le pouvoir politique bourgeois demeure intact en Egypte; pire, l'Armée, **principal pilier** de ce pouvoir, ressort momentanément auréolée de cette transition. Mais les prolétaires égyptiens apprendront vite, s'ils ne s'en doutent pas encore, que c'est **contre eux** que vont se mobiliser les successeurs de Moubarak, que c'est sur eux que va s'abattre à nouveau la **répression** de la police et de l'armée, et que pour **défendre leurs intérêts** ils devront lutter **seuls**, sans les petits-bourgeois démocrates et nationalistes.

En Tunisie après que Ben Ali ait été chassé, un nouveau gouvernement, dirigé par le même premier ministre, a été mis en place pour que rien ne change d'essentiel: la police a expulsé brutalement les manifes-

tants qui campaient dans Tunis et elle continue à tirer sur la foule (2 morts encore le 4 février), les capitalistes continuent à exploiter, tandis que les politiciens se préparent à la future farce électorale, couronnement espéré du rétablissement et du renforcement de l'ordre bourgeois.

Il en sera inévitablement de même en Egypte. D'ores et déjà le Conseil militaire suprême semble vouloir interdire toute réunion d'organisations ouvrières ou de syndicats, **interdisant** ainsi de fait les grèves, et il devrait appeler à la reprise du travail. La période qui vient sera celle des **luttés ouvrières** et les prolétaires égyptiens auront besoin en plus de leur détermination, de la **solidarité** de leurs frères de classe des autres pays.

Cependant une page se tourne et pas seulement dans les pays arabes. Ebranlé par une crise économique sans précédent, l'ordre capitaliste mondial laisse apparaître un peu partout ses fissures. L'avenir est au retour de la lutte prolétarienne, non seulement dans les pays dits «périphériques», mais aussi dans les pays capitalistes «centraux» les plus riches où les conséquences de la crise ont pu être jusqu'ici largement amorties.

Cela ne se fera pas en un jour, il faudra dépenser beaucoup d'efforts et surmonter beaucoup de difficultés pour résister à la répression, déjouer les fausses alternatives présentées par tous les laquais de l'ordre capitaliste, pour se tenir fermement dans la voie de la lutte de classe et pour constituer l'organe dirigeant indispensable de la lutte prolétarienne révolutionnaire internationale, le **parti communiste mondial**; mais si ces efforts réussissent, ils déboucheront sur la réapparition du spectre du communisme.

Il sera alors possible de s'écrier à nouveau:

Que les bourgeois de tous les pays tremblent à l'idée d'une révolution communiste! Les prolétaires n'y ont rien à perdre que leurs chaînes. Ils ont un monde à y gagner!

Suplemento No 13 al No 48 de «el programa comunista» Marzo de 2011

- Túnez, Argelia, Egipto, Lybie... Las movilizaciones de masas, nacidas del descontento generalizado por la crisis económica pero prisioneras de las ilusiones democráticas, nacionales y pacifistas, hacen caer a cualquier gobernante pero no cambian el curso del dominio capitalista y de las maniobras imperialistas que temen, únicamente, una cosa: la lucha de clase proletaria, independiente e internacionalista
- El capitalismo promete «años de sufrimiento» a los proletarios
- Elecciones. Sólo si rompe con la mistificación democrática podrá el proletariado reanudar el camino de la lucha clasista por sus intereses inmediatos e históricos
- La militarización de los controladores aéreos muestra el destino que la burguesía española prepara al resto de los proletarios. El estado de alarma es el modo de imponer las reformas antiobreras si alguno se resiste a ellas
- Del «Fiat Lux» (Hágase la luz) al FIAT IVECO. ¡La única «FE» de la burguesía es el dinero!
- Reivindicaciones de clase en torno a las que el proletariado se organiza en defensa exclusiva de sus propios intereses
- Retomar la huelga como arma de lucha proletaria contra la utilización oportunista, claudicante y conciliadora con el Estado y los patronos que hacen de ella los sindicatos amarillos
- ¡No a la intervención militar imperialista en Libia!

Élections canadiennes : à bas le cirque électoral, vive la lutte prolétarienne!

Le 2 mai prochain le cirque parlementaire jouera son énième représentation au Canada pour l'élection d'un nouveau gouvernement fédéral. Les divers partis de la bourgeoisie se sont rués pour participer à cette mascarade une fois de plus et pour convaincre les travailleurs qu'en votant pour eux ils amélioreront leur sort! Pendant ce temps les conditions de vie de la classe prolétarienne continuent de se détériorer avec notamment des suppressions d'emploi, comme avec la fermeture annoncée pour 2012 de l'usine d'électroménagers Electrolux située dans la ville de l'Assomption au Québec. Les attaques contre les acquis sociaux, gagnés grâce à de dures luttes ouvrières, se poursuivent partout au Canada, comme avec le dernier budget du ministre des Finances Raymond Bachand au Québec. Les frais de scolarité des universités québécoises, qui sont historiquement les plus bas en Amérique du Nord, vont augmenter de 325\$ par année à compter de 2012 dans le but de rattraper la moyenne canadienne, passant de 2168\$ (leur niveau actuel) à 3793\$ pour chaque année de scolarité! Les cotisations au régime de retraite québécois ont aussi été augmenté, accroissant ainsi les ponctions sur le revenu prolétarien, et une hausse des pénalités de 0.5% à 0.6% pour ceux et celles qui prendront leur retraite avant 65 ans a été institué. A Toronto, principale ville canadienne, le maire nouvellement élu en 2010 Rob Ford, veut privatiser la majeure partie de la collecte de déchets, la Société d'habitation de Toronto et «tout ce qui n'est pas coulé dans le ciment», autrement dit une bonne partie des services publics de cette ville. Le but est de faire baisser le plus possible les conditions de travail des prolétaires qui travaillent dans les services publics. Le dernier budget du gouvernement Harper en mars dernier a institué une augmentation des cotisations au régime d'assurance-emploi, diminué les impôts des grandes entreprises, gelé les dépenses d'exploitation des sociétés d'États comme Radio-Canada et Postes Canada pour bloquer toute hausse salariale pour les employés, etc.

Tout ceci n'est qu'un avant-goût de ce qui attend la classe ouvrière canadienne, car les effets de la crise capitaliste qui va s'intensifier obligent la bourgeoisie à accroître son exploitation en s'attaquant toujours plus à ses conditions de vie et de travail, y compris en rognant les acquis concédés autrefois pour maintenir la paix sociale. Le prolétariat ne pourra y répondre que la lutte, pas par les élections.

En effet, contrairement au mythe répandu par la classe dominante, ses médias monopolisés, les institutions bourgeoises (école, églises, etc...) et par les partis et syndicats réformistes, les élections ne représentent nullement une quelconque expression d'une «volonté populaire». L'orientation des politiques gouvernementales est déterminée par les intérêts des grands groupes capitalistes dont l'État bourgeois est un serviteur. Les élections ne servent à rien sinon à mystifier le prolétariat en lui faisant croire que son bulletin de vote peut contribuer à faire «changer les choses». Elles font perdurer les illusions démocratiques, selon lesquelles tous les «citoyens» sont égaux et l'État est une institution neutre obéissant gentiment aux bouts de papier déposés dans les urnes, et qu'il n'est donc pas besoin de la lutte de classe. Ces illusions, qui sont un obstacle majeur à la reprise de la lutte des classes, contribuent à maintenir le mythe puissant à l'effet que les institutions démocratiques peuvent servir à faire avancer les intérêts du prolétariat, alors que les institutions politiques de la démocratie bourgeoise sont au service exclusif de la classe dominante et sont utilisées pour réprimer la lutte prolétarienne.

Un des aspects de ces élections (la quatrième en 7 ans!) est la campagne, initiée par la gauche réformiste, qui appelle à ne pas voter pour le Parti Conservateur du premier ministre Stephen Harper, au pouvoir depuis janvier 2006, et qui serait particulièrement dangereux et réactionnaire. Nul doute que ce parti soit profondément rétrograde et anti-ouvrier, mais en quoi est-il si différent des autres partis bourgeois? Le Parti Libéral du Canada a représenté le principal parti de la

bourgeoisie canadienne depuis la Confédération de 1867 et a constamment attaqué les droits et intérêts du prolétariat, notamment avec la Loi sur les mesures de guerre en 1970 sous le prétexte de mater une insurrection appréhendée au Québec. Le chef du PLC, Michael Ignatieff, vient de promettre qu'il poursuivra l'intervention impérialiste canadienne en Afghanistan s'il est réélu! Quand il était au pouvoir dans les années 90, le Parti Libéral a sabré sauvagement dans l'assurance-chômage et a détourné des fonds destinés à ce programme pour éponger le déficit fédéral! Le Nouveau Parti Démocratique, membre sur le papier de la IIème Internationale réformiste, axe son discours sur l'aide aux familles ou l'amélioration des soins de santé pour les aînés. Le Bloc Québécois régionaliste, nationaliste bourgeois, ne parle que des «intérêts du Québec», comme si les travailleurs et les patrons québécois avaient des intérêts similaires! Quant au Parti Vert du Canada, il propose tout simplement d'humaniser la gestion de l'environnement à l'intérieur du capitalisme, qui est pourtant le responsable de la détérioration continue de l'environnement. Tout ceci dévoile on peut plus clairement les fausses alternatives qui nous sont présentées par le cirque électoral et démontre l'imposture de la campagne Tout sauf Harper qui s'insère parfaitement dans la défense du système capitaliste d'exploitation en mettant de l'avant un «moindre mal» au Parti Conservateur. Les promoteurs de cette campagne sont des adversaires de classe des prolétaires au même titre que les Conservateurs. Tous les partis représentés au Parlement canadien ont voté à l'unanimité en faveur de l'intervention impérialiste en Libye sous le prétexte de «protéger la vie des civils libyens»! Le Parti Vert se prononce en faveur d'une «intervention diplomatique rapide et soutenue en Libye afin d'empêcher la situation de dégénérer en guerre civile». « Nous ne devons pas perdre de vue notre priorité – prévenir la mort d'innombrables civils libyens innocents », a rappelé Ellen Michelson, porte-parole des verts en matière de Paix et de Sécurité. « Les efforts diplomatiques doivent faire contrepoids à la présence militaire pour faire en sorte d'éviter au maximum les pertes de vie et les dommages structurels ». Tout ce verbiage représente un appui à peine déguisé à la guerre impérialiste contre la Libye enrobé de «préoccupations humanitaires». La campagne électorale détourne l'attention des prolétaires de leurs intérêts immédiats, mais elle détourne aussi l'attention des interventions impérialistes en cours.

Le parti de la gauche réformiste et petite-bourgeoise au Québec, Québec Solidaire participe pleinement à la campagne contre les Conservateurs. Il dénonce notamment les politiques de droite que ce parti a mis en vigueur et son obsession sécuritaire, commune à tous les gouvernements bourgeois et insiste sur le fait que les orientations du gouvernement Harper iraient à «l'encontre de valeurs largement partagées par la population québécoise : justice sociale, défense de la culture et de la langue française, égalité entre les femmes et les hommes, développement d'un Québec vert, respect des droits humains, solidarité internationale, démocratie»(1). Une phraséologie typiquement petite-bourgeoise et nationaliste qui ne fait aucune mention de la classe ouvrière et de la lutte des classes et qui propage les illusions d'un possible monde «meilleur» sous le joug du capital! Quant à l'obsession sécuritaire des Conservateurs, il est important de rappeler que le système des certificats de sécurité qui permettent de mettre en détention sans accusations ni jugement des personnes immigrantes qui n'ont pas la citoyenneté canadienne sous le prétexte de «terrorisme». L'appel à ne pas voter pour le parti Conservateur représente simplement un soutien à une fraction de la classe dominante, considérée comme étant plus «éclairée», contre une autre qui serait plus réactionnaire. Le prolétariat n'a absolument aucun intérêt à se laisser enrôler dans cette campagne qui vise à maintenir intacte la domination de classe de la bourgeoisie.

Des militants d'extrême-gauche, dont les maoïstes du Parti Communiste Révolutionnaire, ont lancé une campagne pour le boycott des élections fédérales de 2011 (2). C'est une campagne démocratique de boycott des élections. Ses promoteurs n'appellent pas les prolétaires à boycotter les élections afin de faire avancer la rupture avec les illusions démocratiques et le retour à la lutte de classe, mais parce que ces élections ne sont pas assez démocratiques! Ils disent que leur campagne de boycottage leur servira à montrer la nature «non-démocratique» de ces élections et à appeler à la lutte pour une «démocratie populaire» et un «pouvoir populaire»; apparemment cette lutte consistera à... «commencer la conversation sur comment créer une véritable égalité et une véritable démocratie»! Puisqu'ils s'efforcent de renforcer les illusions dans la démocratie, il est naturel qu'ils ne parlent pas de la division du «peuple» en classes opposées et qu'ils cachent qu'il ne pourra exister de «véritable égalité» qu'après la révolution, la destruction de l'État bourgeois et l'instauration de la dictature du prolétariat, étape indispensable pour démanteler le capitalisme et passer à la société communiste sans classes.

Pour ces élections, comme pour toutes les autres, la seule position qui correspond aux intérêts de classe du prolétariat est l'**absentéisme révolutionnaire**. Ceci correspond aux positions défendues par la Gauche communiste dès les années vingt (3).

La force du prolétariat, dont l'exploitation fait vivre toute la société bourgeoise, ne réside que dans son action collective, menée et organisée sur des bases de classe. Le terrain électoral, par définition interclassiste, où chaque prolétaire va isolément déposer son bulletin aux côtés des individus de toutes les autres classes, est un terrain truqué qui ne sert que la classe dominante. D'une part parce que celle-ci a mis sur pied et entretient un gigantesque et multiforme appareil (médias, partis, institutions diverses...) anti-prolétarien de propagande et de formation de l'«opinion publique»; d'autre part parce que le parlement et tout le système politique démocratique ne sont plus depuis longtemps des centres du pouvoir réel dans la société bourgeoise : leur fonction principale est de dévier le mécontentement dans les méandres des alternances inoffensives entre politiciens bourgeois de droite et de gauche. Pour se défendre contre l'exploitation et la répression, pour lutter contre la politique bourgeoise, pour exprimer sa solidarité avec les prolétaires des autres pays, la classe ouvrière devra abandonner ses illusions démocratiques, légalistes et pacifistes et en venir à l'affrontement ouvert avec la classe exploiteuse. La lutte prolétarienne ne passe pas par le cirque électoral et les institutions démocratiques bourgeoises, elle les combat! Les prolétaires n'ont rien à gagner à participer aux élections bourgeoises où le capitalisme est toujours le vainqueur! La seule solution pour le prolétariat au Canada et partout dans le monde c'est la reprise de la lutte de classe pour la défense de ses intérêts exclusifs de classe et ensuite pour le renversement du système capitaliste d'exploitation sous la direction du parti politique de classe.

Non au cirque électoral! A bas le capitalisme, à bas l'impérialisme!

Pour le retour à la lutte de classe, pour la reconstitution du parti de classe international, pour la révolution communiste internationale!

(1) http://www.quebecsolidaire.net/actualite_nationale/elections_federales_au_quebec_c'est_non_aux_conservateurs

(2) www.boycott2011.ca

(3) Voir les Thèses sur le parlementarisme de la Fraction Communiste abstentionniste, dirigée par Amadeo Bordiga : «... dans les pays où le régime démocratique a depuis longtemps achevé sa formation, il n'existe plus, au contraire, aucune possibilité d'utiliser la tribune parlementaire pour l'oeuvre

révolutionnaire des communistes, et la clarté de la propagande non moins que la préparation efficace de la lutte finale pour la dictature exigent que les communistes mènent une agitation pour le boycottage des élections par les ouvriers... La dangereuse conception qui réduit toute action politique à des luttes électorales et à l'activité parlementaire n'a été que trop répandue par la pratique ultra-parlementaire des partis socialistes traditionnels»

EN PREPARATION Brochure:

«La Commune a été grande par ce qu'elle a été contrainte d'être, non par ce que ses artisans ont voulu qu'elle soit»

le prolétaire

parti communiste international (programme communiste)



Notre site Internet :
www.pcint.org

Adresse e-mail :
leproletaire@pcint.org

SOUSCRIPTION PERMANENTE

2e liste 2011

Aix: 370,00 / Daniel: 392,50 / Jacques: 42,15 / Laval: 13,00 / Paris: 900,00 / Reste: 2,25 / Richard: 3,05 / V. pour la presse: 70,00

Total liste: 1793,30
Total général: 2201,30

Points de contact:

Aix-en-Provence, Paris: pour avoir la date et le lieu des prochaines réunions, écrire au journal.

CORRESPONDANCE:

Pour la France :
NOUVELLE ADRESSE:
PROGRAMME, B.P. 57428
69347 Lyon Cedex 07

Pour la Suisse : Editions Programme, Ch. de la Roche 3, 1020 Renens
Pour l'Italie : Il Comunista, C.P. 10835, 20110 Milano

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. ISSN 0033-0981. **Versements:** timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. **Abonnement au «prolétaire»:** 7,5 € / 30 FS / £ 10. **Abonnement de soutien:** 15 € / 60 FS / £ 20. «programme communiste» (Revue théorique), le numéro: 4 € / 10 FS / £ 3 / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 32 € / 80 FS / £ 25 / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. «il comunista», le numéro: 1,5 € / 5 FS / £ 1,5. **Abonnement:** 13,5 € / 35 FS / £ 13,5. **Abonnement de soutien:** 27 € / 70 FS / £ 27. «el programa comunista», le numéro: 3 € / 8 FS / £ 2 / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3. **Prix de soutien,** le numéro: 6 € / 16 FS / £ 4 / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6. **Imprimé par nos soins.**